

EUROBAROMETRE 68

L'OPINION PUBLIQUE DANS L'UNION EUROPEENNE

AUTOMNE 2007

RAPPORT NATIONAL

FRANCE

Cette enquête a été commandée et coordonnée par la Direction Générale de la Communication. Le rapport a été réalisé pour la Représentation de la Commission européenne en France.

Ce document ne représente pas l'opinion de la Commission européenne. Les interprétations et les opinions qu'il contient n'engagent que ses auteurs.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	2
I) CONTEXTE	3
A) LA SITUATION ACTUELLE	3
B) LES PRINCIPAUX PROBLEMES DU PAYS	5
C) LES INDICATEURS DE CONFIANCE	6
D) LES PERSPECTIVES D'AVENIR	8
II) L'UNION AUJOURD'HUI	12
A) LA PERCEPTION GLOBALE	12
B) LA FRANCE ET L'UNION	15
C) LE FONCTIONNEMENT INSTITUTIONNEL	19
III) L'AVENIR DE LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE	23
A) L'ORIENTATION GÉNÉRALE	23
B) PRIORITÉS ET NIVEAUX DE DÉCISION	25
C) L'UNION ET LE RESTE DU MONDE	27
IV) L'INFORMATION SUR L'UNION EUROPÉENNE	33
A) LA CONFIANCE DANS LES MÉDIAS	33
B) QUANTITÉ ET QUALITÉ DE L'INFORMATION	34
C) INFORMATION ET CONNAISSANCES	35
CONCLUSION	37
SPECIFICATIONS TECHNIQUES	38

INTRODUCTION

Les sondages Eurobaromètre standard sont effectués deux fois par an, au printemps et à l'automne, pour le compte de la Commission européenne (Direction générale Communication, Secteur opinion publique).

L'enquête Eurobaromètre est menée dans 30 pays : les 27 Etats membres et les trois pays candidats (Croatie, Ancienne République yougoslave de Macédoine et Turquie). La Communauté chypriote turque, dans la zone non contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre, est également couverte. Dans chaque pays, un même questionnaire est soumis à un échantillon représentatif de la population âgée de quinze ans ou plus interrogé en face-à-face. Cette enquête (Eurobaromètre 68) a été réalisée entre le 22 septembre et le 3 novembre 2007 par TNS Opinion & Social.

En France, l'enquête a été réalisée entre le 22 septembre et le 20 octobre 2007 par l'institut TNS/Sofres auprès d'un échantillon de 1036 personnes âgées de 15 ans ou plus. Le terrain a donc eu lieu cinq mois après l'élection de Nicolas Sarkozy et le Conseil européen de Berlin, qui a abouti à un accord sur le nouveau traité réformateur - et quelques semaines avant les mouvements sociaux de novembre 2007 (grèves dans la fonction publique et contre la réforme des « régimes spéciaux » de retraite, occupation de certaines universités).

La première partie de ce rapport Eurobaromètre France porte sur l'état général de l'opinion française (indices de satisfaction, regard porté sur la situation socio-économique de la France, attentes pour l'avenir).

La deuxième partie examine la manière dont l'Union européenne est perçue par les Français (image de l'UE, sentiment d'appartenance, confiance dans les institutions communautaires).

La troisième partie analyse l'opinion des Français à l'égard de certains grands enjeux (perspectives, politique extérieure, élargissement).

La quatrième et dernière partie du rapport s'intéresse à l'information européenne (jugements portés sur les médias et sur la qualité de l'information, connaissances objectives).

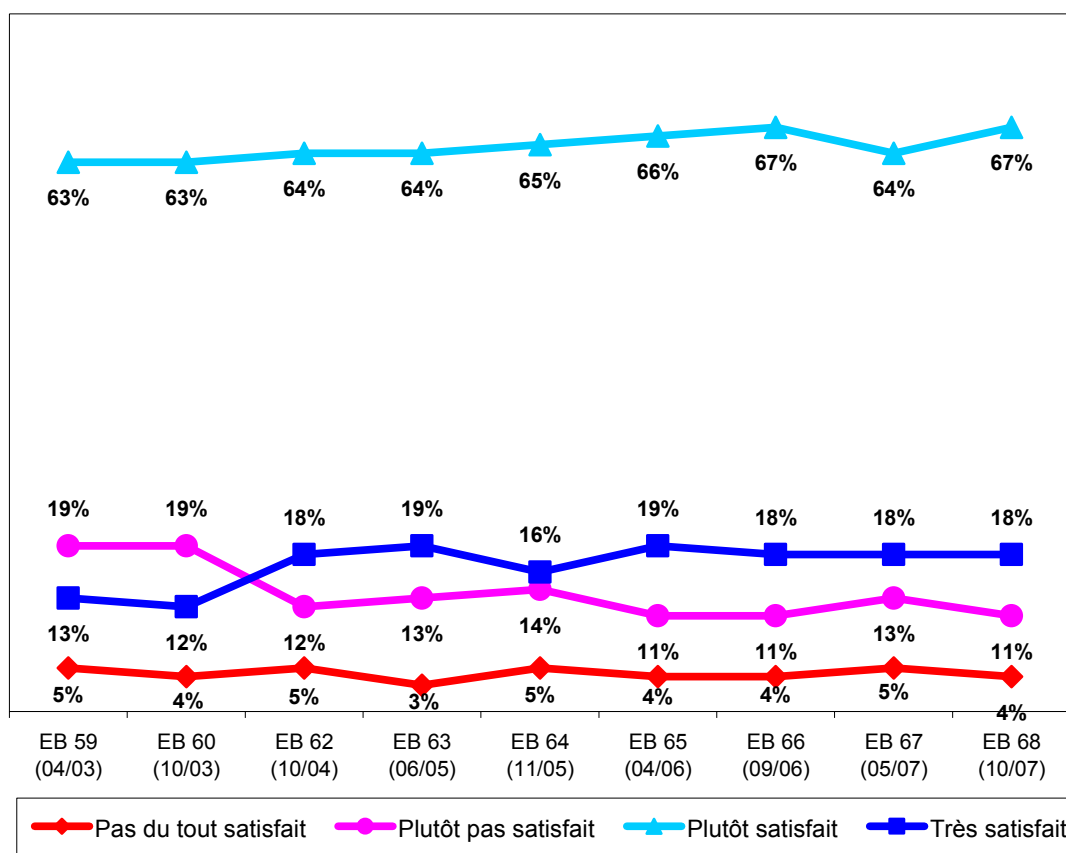
Plusieurs tableaux illustrent les données de ce sondage. Sauf mention contraire, les données se rapportent aux personnes interrogées en France. Certains résultats font l'objet d'une analyse détaillée, en fonction des critères démographiques et socioprofessionnels. Le sigle UE-27 indique la moyenne des vingt-sept Etats membres de l'Union européenne.

I) CONTEXTE

A) LA SITUATION ACTUELLE

Des jugements sans complaisance sur la situation économique

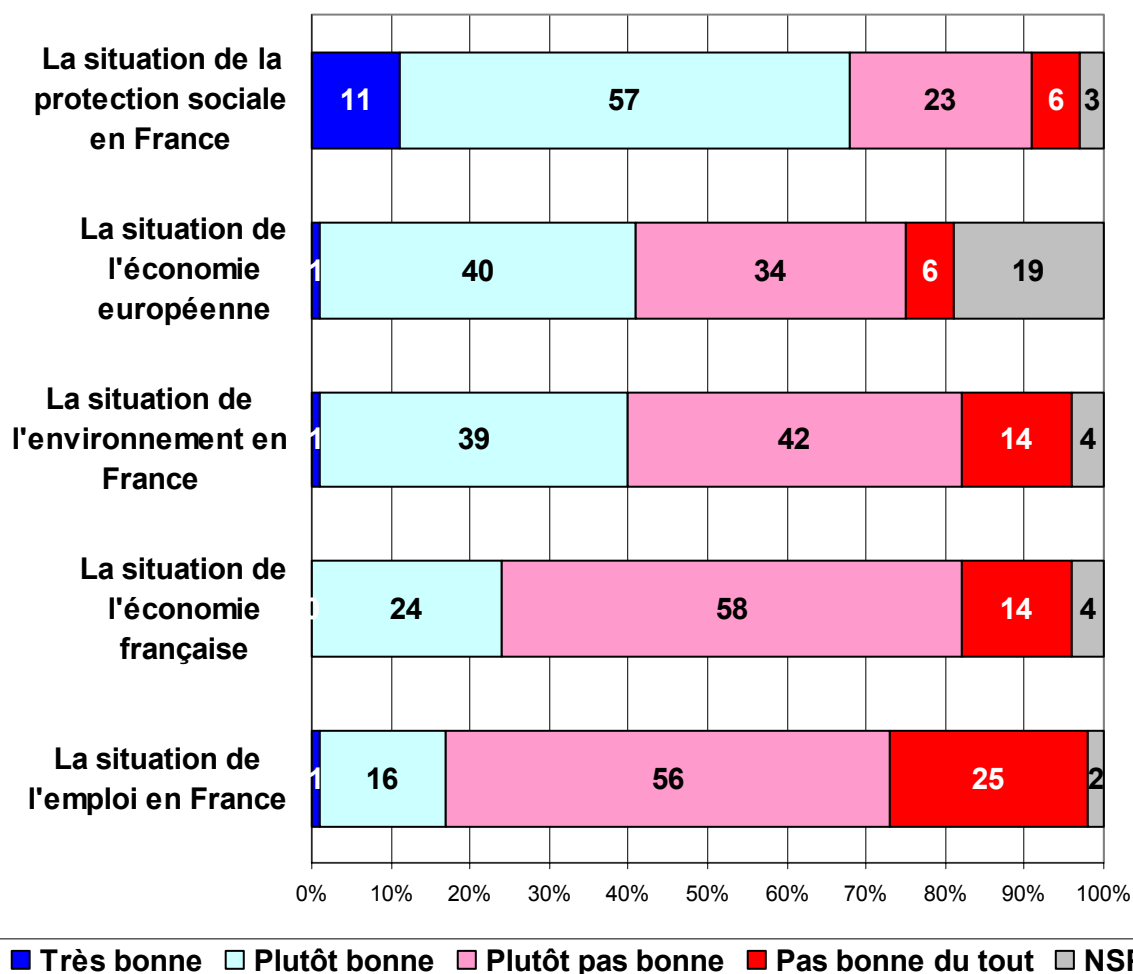
D'une façon générale, êtes-vous très satisfait, plutôt satisfait, plutôt pas satisfait ou pas du tout satisfait de la vie que vous menez (trend) ?



L'indice de satisfaction progresse légèrement par rapport au printemps 2007 : 85% des Français (+3 points) se déclarent « très » ou « plutôt satisfaits » de la vie qu'ils mènent, soit un niveau supérieur de cinq points à la moyenne de l'Union. A titre de comparaison, le taux de satisfaction atteint ou dépasse 95% dans les pays nordiques, mais il est inférieur à 50% en Roumanie et en Bulgarie, les deux derniers pays à avoir rejoint l'Union au début 2007.

En France, on constate un plus fort taux de réponses positives parmi les plus jeunes (95% chez les 15-24 ans) et en particulier parmi les étudiants (95%).

Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ?



Les Français continuent à porter un jugement sans complaisance sur la situation actuelle. Les opinions négatives restent très majoritaires dans le domaine de l'emploi (81%) et de la situation de l'économie française (72%). À l'opposé, seuls 17% jugent que la situation de l'emploi et 24% que la situation de l'économie sont plutôt ou très bonnes. Dans ces deux domaines, on assiste cependant une légère amélioration (respectivement +5 et +2 points) par rapport à l'Eurobaromètre 66 (automne 2006).

Pour ce qui est de la perception de l'économie nationale, les Français se situent au 22^e rang (sur 27 Etats membres) : à peine 24% d'entre eux la jugent bonne, un chiffre de moitié inférieur à la moyenne UE-27. A titre de comparaison, les résultats s'échelonnent, au sein de l'Union, entre 97% au Danemark et seulement 8% en Hongrie.

Les débats sur l'écologie pendant la campagne électorale et le « Grenelle de l'environnement » (octobre 2007) ont certainement contribué à la prise de conscience sur les problèmes écologiques. Cela se traduit notamment par le fait que seuls 40% des personnes interrogées jugent que la situation de l'environnement est bonne en France, alors qu'elles étaient 48% un an plus tôt. *A contrario*, la part de ceux qui la considèrent comme mauvaise s'élève désormais à 56% (+8).

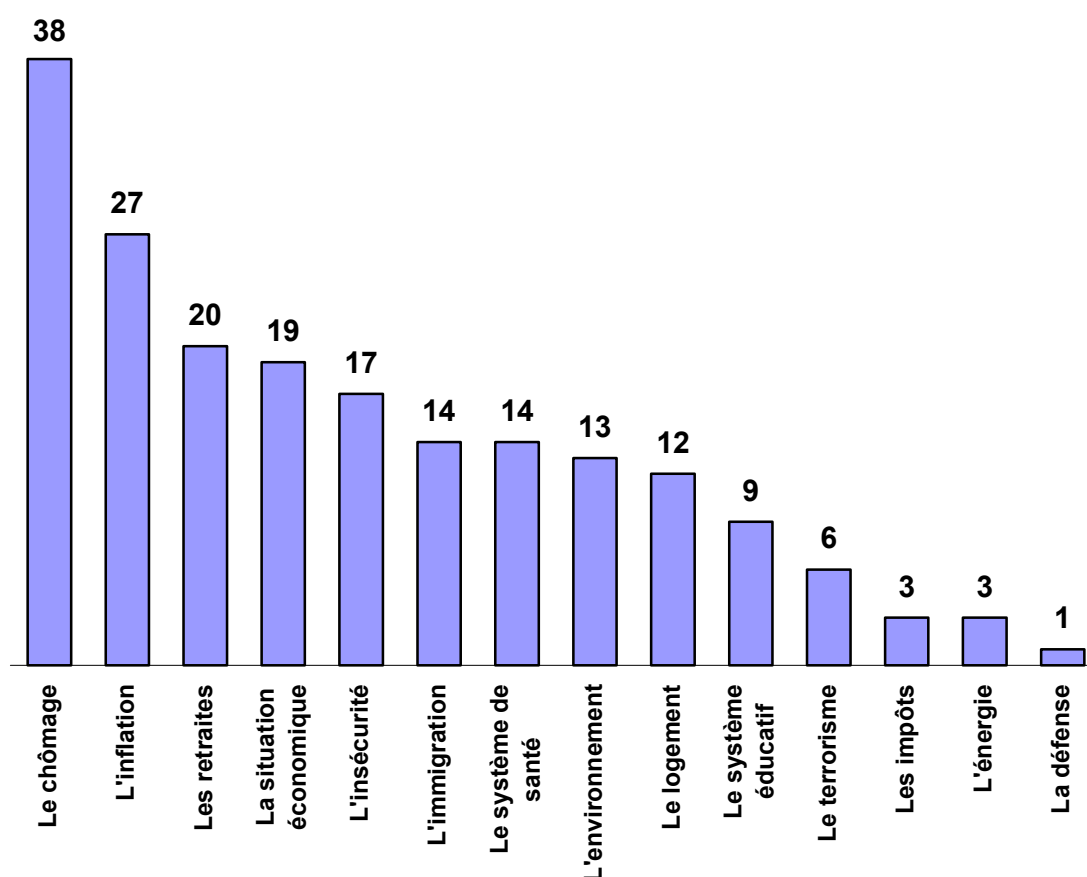
Interrogés sur la situation de l'économie européenne, les Français se répartissent de manière presque égale : 41% (-1 point) estiment qu'elle est bonne, 40% (+3) qu'elle est mauvaise.

En revanche, les personnes interrogées demeurent largement satisfaites de l'état de la protection sociale en France, jugé très bon (11%) ou plutôt bon (57%) par plus des deux tiers d'entre eux. Ce résultat est parfaitement identique à celui observé il y a douze mois.

B) LES PRINCIPAUX PROBLEMES DU PAYS

La résurgence de l'inflation

A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face la France en ce moment (deux réponses maximum) ?



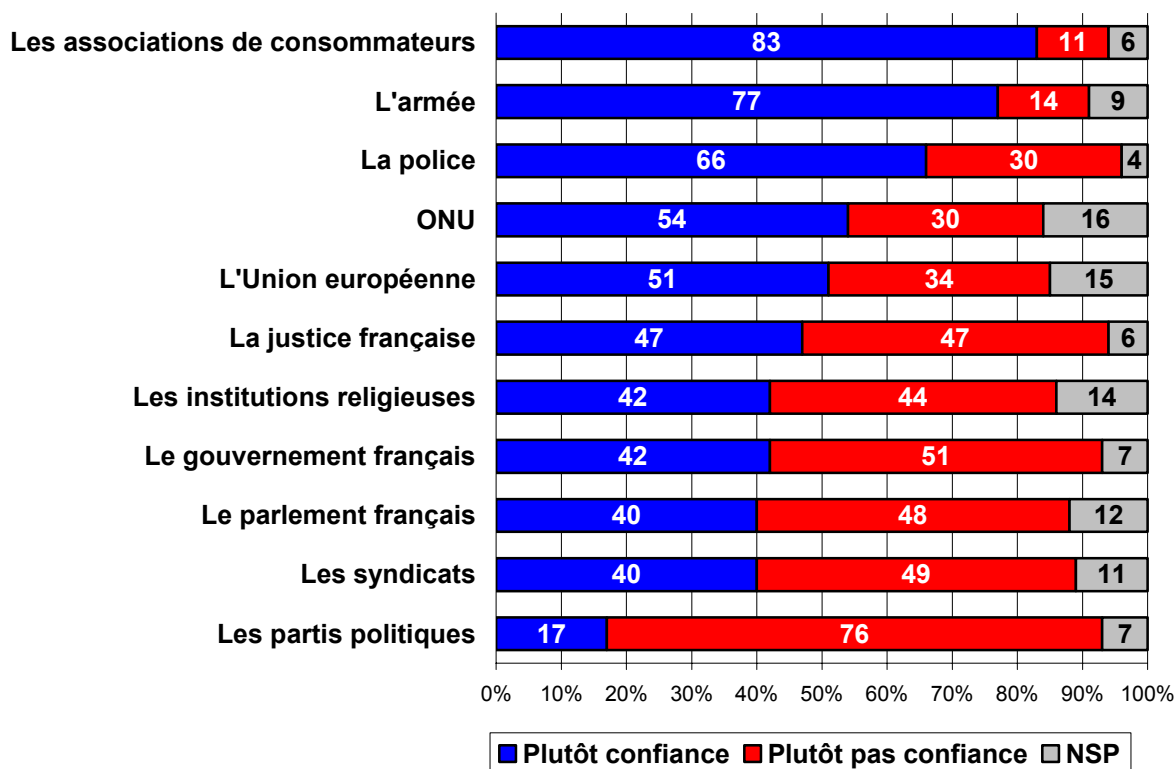
Si le chômage reste, aux yeux des Français, le premier problème auquel doit faire face le pays, il n'est désormais cité que par 38% des personnes interrogées, soit 13 points de moins qu'au printemps dernier et même 27 points de moins que lors de la crise du "contrat première embauche" (CPE) en mars 2006. De son côté, la situation économique (19%, -4) recule du deuxième au troisième rang. On observe également une forte diminution des préoccupations sur le thème de l'insécurité (17%, -7) : diverses enquêtes montrent que le sentiment d'insécurité a reculé au cours des dernières périodes et celle-ci est désormais moins considérée comme un problème majeur en France que dans le reste de l'Union (taux de 24% dans l'UE-27).

En revanche, les inquiétudes sur le pouvoir d'achat se renforcent. L'inflation occupe désormais la seconde place du classement, avec 27% de citations (+6 points en un semestre, +9 points en un an). Dans le cadre des débats sur la réforme des régimes spéciaux, les retraites sont revenues sur le devant de la scène politique et médiatique. Cela n'est pas étranger au fait qu'elles sont désormais considérées comme l'un des deux problèmes les plus importants du pays par 20% des Français, en hausse de 6 points en un semestre et de 9 points sur un an. De même, on constate une augmentation des préoccupations liées au système de santé (14%, +8). Les questions environnementales continuent à gagner du terrain dans l'opinion : elles sont désormais mentionnées par 13% des sondés, contre seulement 5% au printemps 2006.

C) LES INDICATEURS DE CONFIANCE

Un gouvernement qui inspire davantage confiance

Pour chacune de ces institutions, pourriez-vous nous dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elles ?



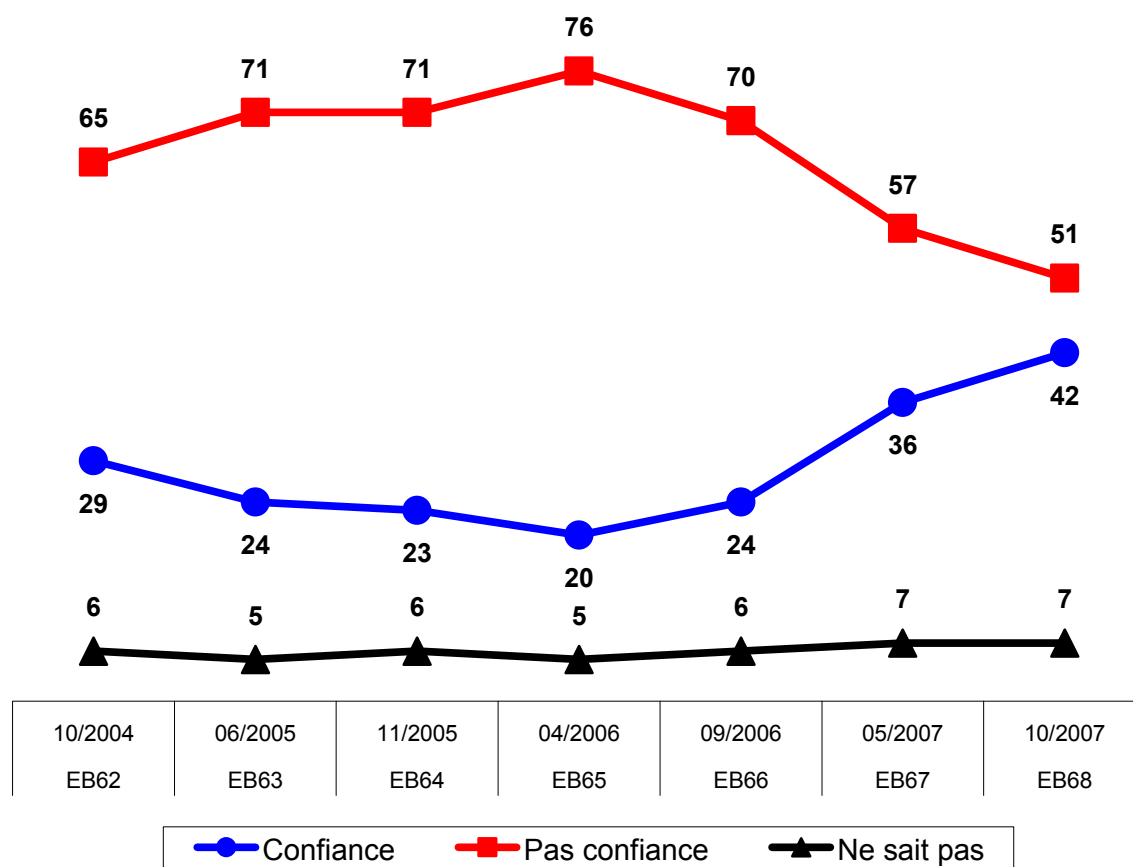
NB : Le niveau de confiance des médias de communication sera abordé dans la quatrième partie de ce rapport.

L'Eurobaromètre enregistre une nouvelle hausse de la confiance à l'égard des institutions nationales et internationales. Les associations de consommateurs arrivent en tête avec 83% d'opinions favorables (+2 points en un an), suivies par l'armée (77%, +6) et la police (60%, +6).

On constate également une progression de la confiance dans la justice (47% d'opinions favorables, +7) et dans les institutions religieuses (42%, +7), tandis que les syndicats restent stables à 40%.

Comme à l'accoutumée, les institutions internationales inspirent davantage confiance que les institutions nationales : avec 54%, l'ONU voit sa cote progresser de 6 points. Celle de l'Union européenne est stable, à 51%, mais le niveau de défiance diminue de façon spectaculaire (-7 points par rapport au printemps 2007, -14 points par rapport à l'automne 2006).

Evolution de la confiance dans le gouvernement français



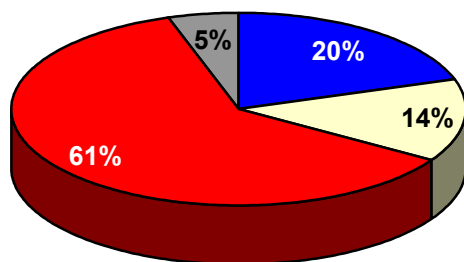
L'évolution la plus marquée au cours de l'année passée concerne la popularité gouvernementale. Pour cette première enquête entièrement réalisée après l'élection de Nicolas Sarkozy et la nomination de François Fillon à Matignon, le gouvernement bénéficie d'une cote de confiance de 42%, en progression de 6 points par rapport au printemps 2007 (l'étude avait eu lieu en grande partie avant le changement d'exécutif) et de 18 points par rapport à l'automne 2006. Pour la première fois depuis de longues années, le gouvernement français jouit d'un niveau de confiance plus élevé que la moyenne européenne (42%, contre seulement 34% au niveau UE-27). Les partis politiques dans leur ensemble continuent à susciter une très faible adhésion : avec 17% de confiance (+5 points), la performance des partis politiques français est similaire à celle de leurs homologues européens (18% au niveau UE-27).

D) LES PERSPECTIVES D'AVENIR

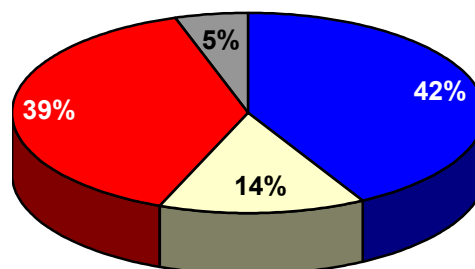
Un climat en nette amélioration

En ce moment, diriez-vous que, d'une manière générale, les choses vont dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction en FRANCE?

EB 66
(Automne 2006)



EB 68
(Automne 2007)



■ Bonne direction ■ Ni l'un, ni l'autre ■ Mauvaise direction ■ NSP

Cinq mois après que l'élection présidentielle, on assiste à une amélioration spectaculaire du climat général de l'opinion. 42% des personnes interrogées estiment qu'en France, d'une manière générale, les choses vont dans la bonne direction, alors qu'elles n'étaient que 20% il y a un an (EB 66). De même, seuls 39% des Français jugent qu'elles vont dans la mauvaise direction, alors qu'ils étaient 61% en septembre 2006.

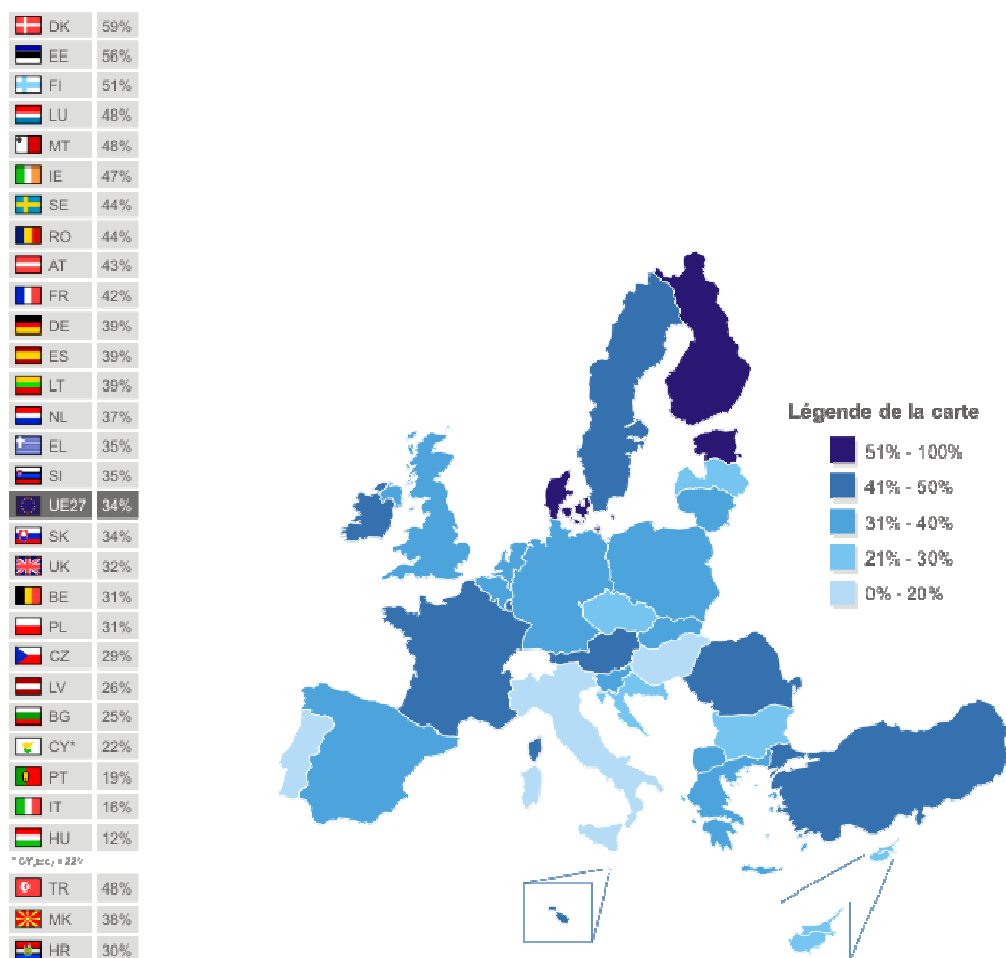
	% Bonne direction	Evolution en un an
Sexe		
Hommes	43%	+21
Femmes	41%	+22
Age		
15-24	40%	+15
25-39	44%	+28
40-54	40%	+20
55 +	42%	+22
Age de fin d'études		
15 -	37%	+13
16-19	41%	+20
20 +	47%	+30
Toujours étudiant	36%	+10
Taille d'agglomération		
Village – zone rurale	45%	+26
Ville petite ou moyenne	41%	+19
Grande ville	36%	+10
Satisfaction personnelle		
Très/plutôt satisfait(e) de sa vie	44%	+22
Plutôt pas/pas du tout satisfait(e) de sa vie	28%	+26

**En ce moment, diriez-vous que, d'une manière générale, les choses vont dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction dans votre pays ?
(comparaison européenne)**

Question: QA7.1. En ce moment, diriez-vous que, d'une manière générale, les choses vont dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction dans votre pays ?

Possibilité: En (NOTRE PAYS)

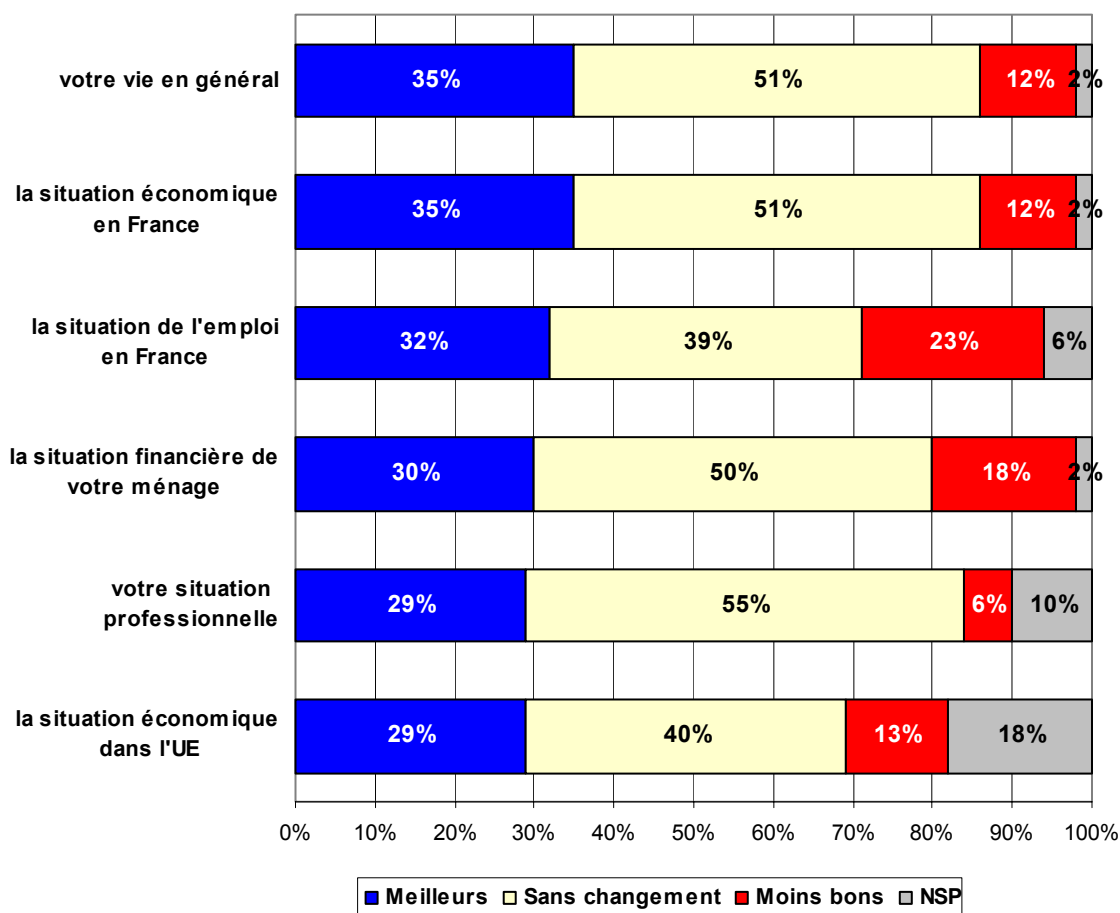
Réponses: Les choses vont dans la bonne direction



Ces résultats placent l'opinion française (42%) au-dessus de la moyenne UE-27 (34%), alors qu'elle se situait largement en dessous de la moyenne européenne il y a un an. Au niveau européen, ce sont les Danois (59%), les Estoniens (56%) et les Finlandais (51%) qui sont les plus convaincus que les choses vont dans la bonne direction dans leur pays. A l'autre bout de l'échelle, on trouve les Portugais (19%), les Italiens (16%) et les Hongrois (12%).

B)

Les douze prochains mois seront-ils meilleurs/sans changement/moins bons en ce qui concerne... ?



Sur l'ensemble de ces indicateurs, la France affiche des niveaux d'optimisme supérieur à la moyenne UE-27.

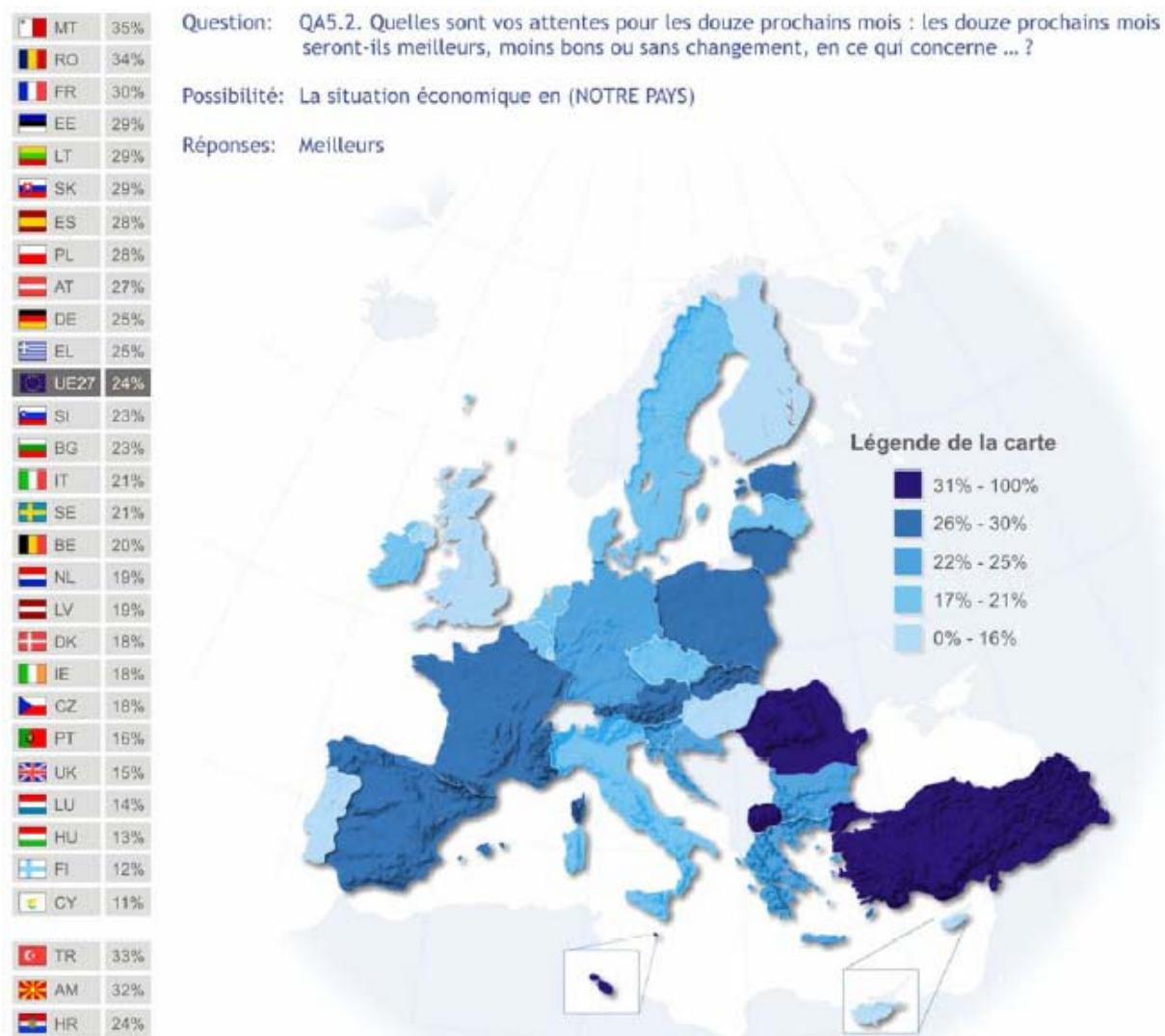
C'est notamment le cas en ce qui concerne la situation économique du pays et la situation sur le front du chômage, le net revirement amorcé au printemps 2007 se voit consolidé. Il convient tout de même de garder à l'esprit que l'étude a été réalisée avant que la crise financière ne fasse ressentir tous ses effets et alors que l'inflation restait à un niveau relativement modéré.

Indices de confiance (solde "meilleurs – moins bons")

	Automne 2004	Printemps 2005	Automne 2005	Printemps 2006	Automne 2006	Printemps 2007	Automne 2007
Situation de l'emploi en France	-30	-31	-32	-30	-14	+7	+9
Situation économique de la France	-25	-25	-39	-36	-19	+3	+5

Les Français se montrent toutefois plus pessimistes qu'au semestre précédent en ce qui concerne leur vie en général : 35% pensent ainsi que les douze prochains mois seront meilleurs (-7 points) et 12% qu'ils seront moins bons (+6). Dans les autres domaines, c'est la stabilité qui prévaut : 29% (+1) des personnes interrogées estiment que leur situation professionnelle s'améliorera et 55% (+1) qu'elle ne changera pas ; et 30% (=) que la situation financière de leur ménage s'améliorera et 50% (-3) qu'elle restera inchangée.

Les douze prochains mois seront-ils meilleurs/sans changement/moins bons en ce qui concerne la situation économique de notre pays ? (comparaison européenne)

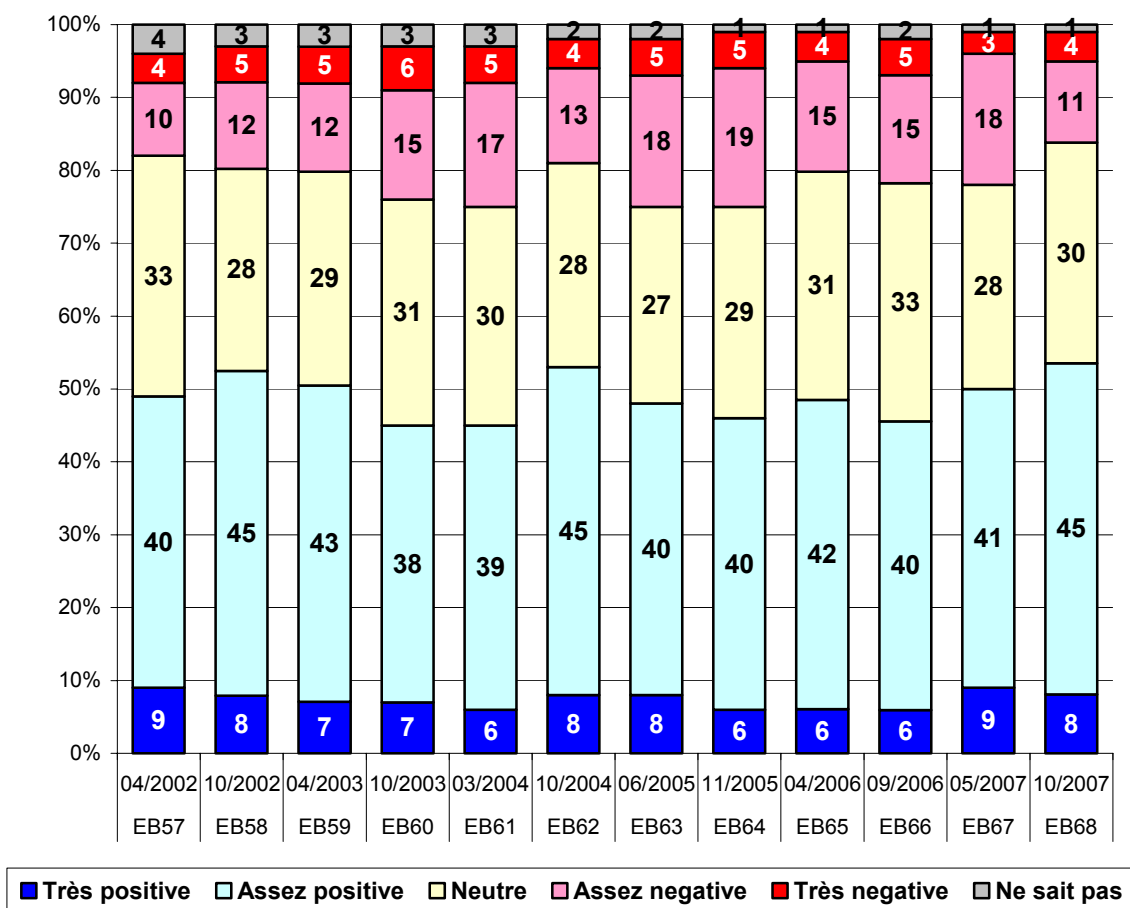


II) L'UNION AUJOURD'HUI

A) LA PERCEPTION GLOBALE

Une image plus positive

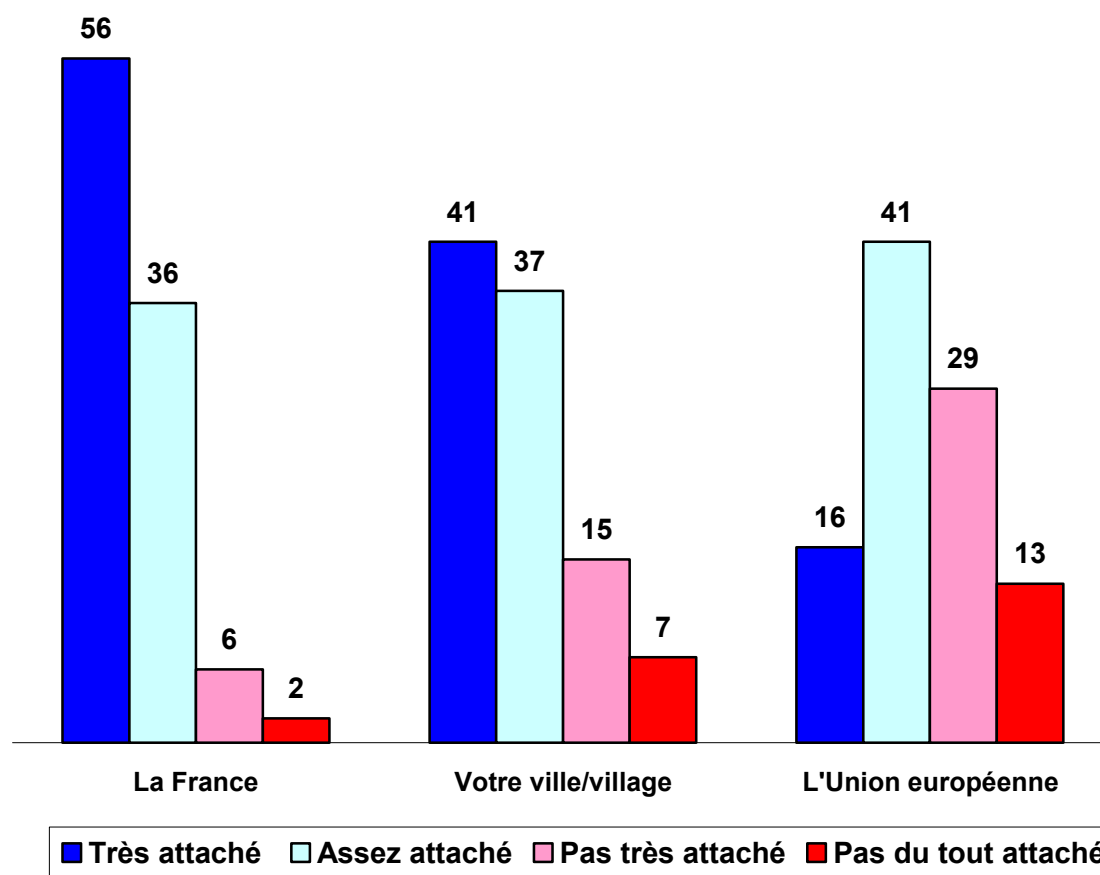
En général, l'Union européenne évoque-t-elle pour vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative ?



L'image de l'Union européenne dans l'opinion française continue de s'améliorer. La part des Français ayant une perception « très » ou « assez positive » s'établit désormais à 53% (+3 par rapport au printemps 2007). On retrouve ainsi les niveaux records constatés à l'automne 2002 (EB 58) et à l'automne 2004 (EB 62).

On observe en parallèle une baisse de six points d'une vague à l'autre des images « assez » ou « très » négatives. Celles-ci ne représentent plus que 15% des opinions, soit le niveau le plus faible depuis le printemps 2002.

Dans quelle mesure vous sentez-vous attaché(e) à... ?



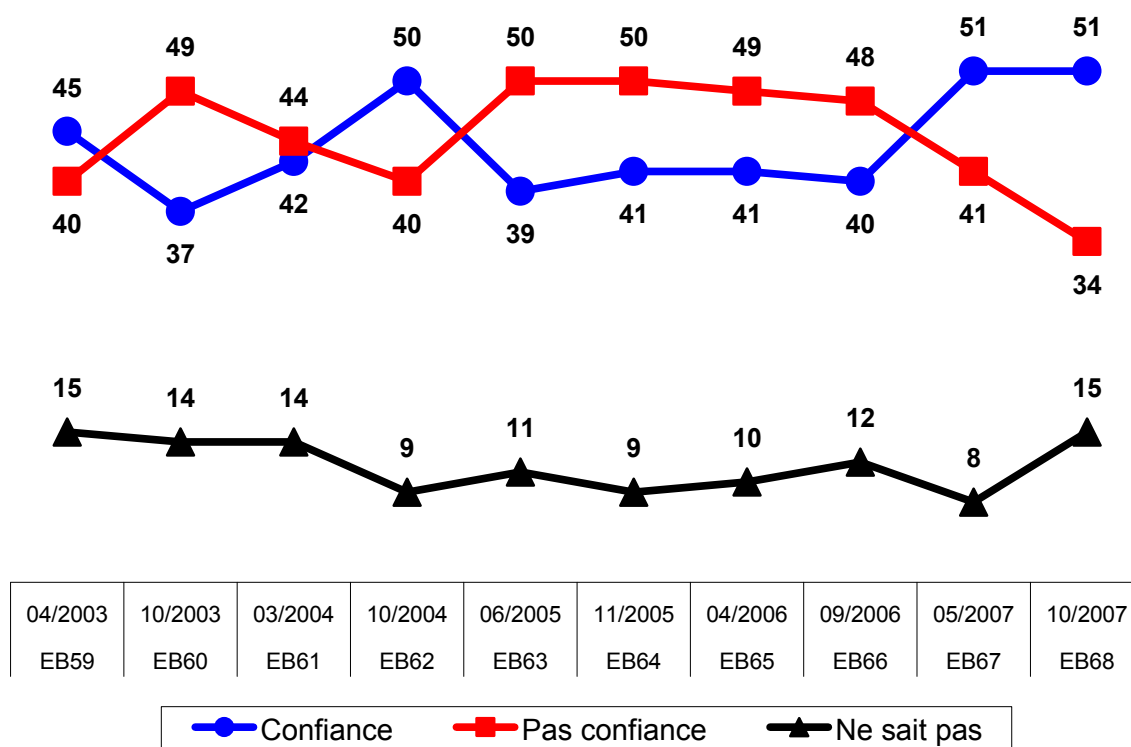
Les résultats de l'EB 68 restent dans la lignée des derniers sondages et quasiment inchangés depuis l'EB 67. Comme toujours, le sentiment d'appartenance à la communauté nationale et locale est supérieur à l'appartenance européenne, même si l'écart tend à se resserrer.

Ainsi, 92% (+1) des Français se disent attachés à leur pays (+1 point) et 78 attachés à leur ville ou à leur village (-1).

S'il est moins important, l'attachement à l'Europe connaît une très légère progression (+1 point), faisant suite à celle de trois points enregistrée lors de la vague précédente : 57% des personnes interrogées se déclarent désormais attachées en l'Union, dont 16% « très attachées » (+2) et 41% « plutôt attachées » (-1). D'autres études ont par ailleurs montré que l'attachement à "l'Europe" est plus élevé que celui à "l'Union européenne", concept qui comporte sans doute une connotation plus institutionnelle.

Evolution de la confiance dans l'Union européenne

Pour chacune de ces institutions, pourriez-vous nous dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elles ?

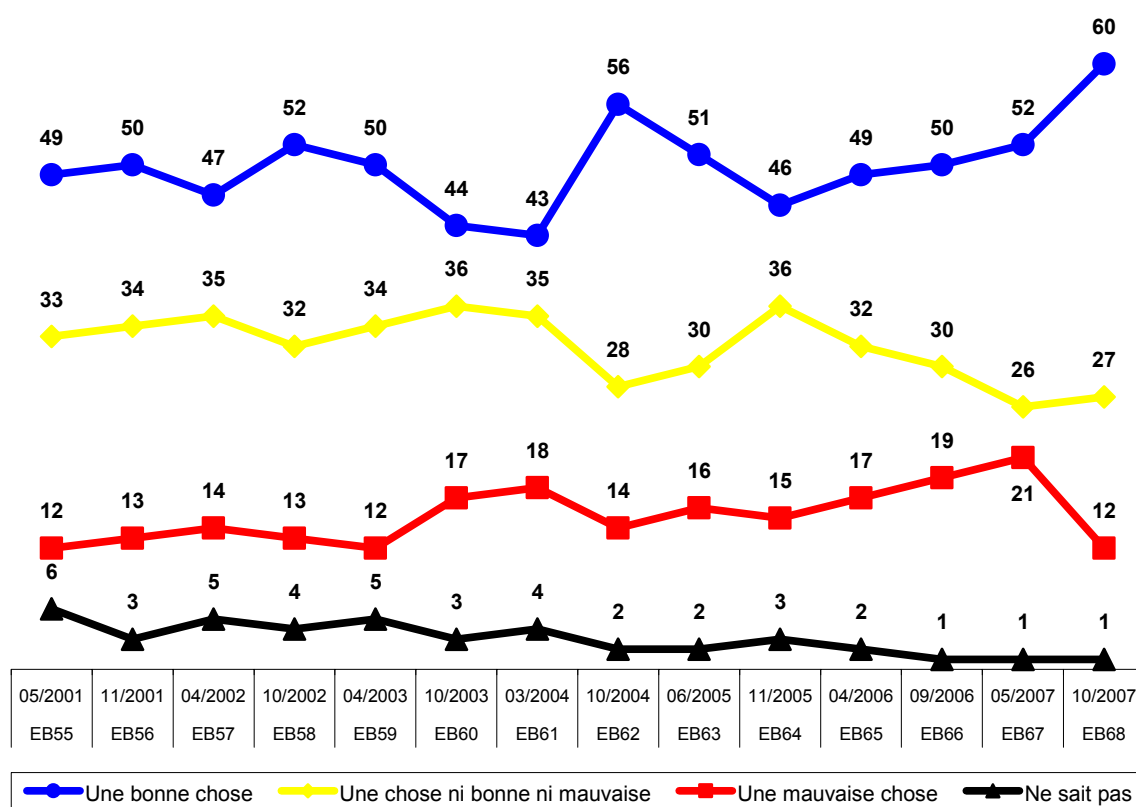


La cote de confiance de l'Union européenne atteint 51%, sans changement par rapport à la précédente vague, dans laquelle elle avait progressé de onze points. En revanche, la défiance recule de sept points, après une évolution de même ampleur mesurée lors de la précédente enquête. Le solde confiance-pas confiance est donc de 17 points, c'est-à-dire, de loin, le niveau le plus élevé depuis que la question est posée de façon systématique (printemps 2003).

B) LA FRANCE ET L'UNION

Des niveaux inégaux depuis plus d'une quinzaine d'années

D'une façon générale, pensez-vous que l'appartenance de la France à l'UE est une bonne chose, une mauvaise chose, une chose ni bonne ni mauvaise?



L'Eurobaromètre 68 enregistre une forte hausse du soutien à l'appartenance de la France à l'UE : pour 60% des personnes interrogées (+8 points par rapport au printemps 2007), cette appartenance est une bonne chose, pour 12% c'est une mauvaise chose (-9) et 27% y voient une chose ni bonne ni mauvaise (+1).

Les opinions positives n'avaient pas atteint un tel niveau depuis 1991. Elles ont progressé de manière continue depuis le premier sondage post-référendaire (EB 64).

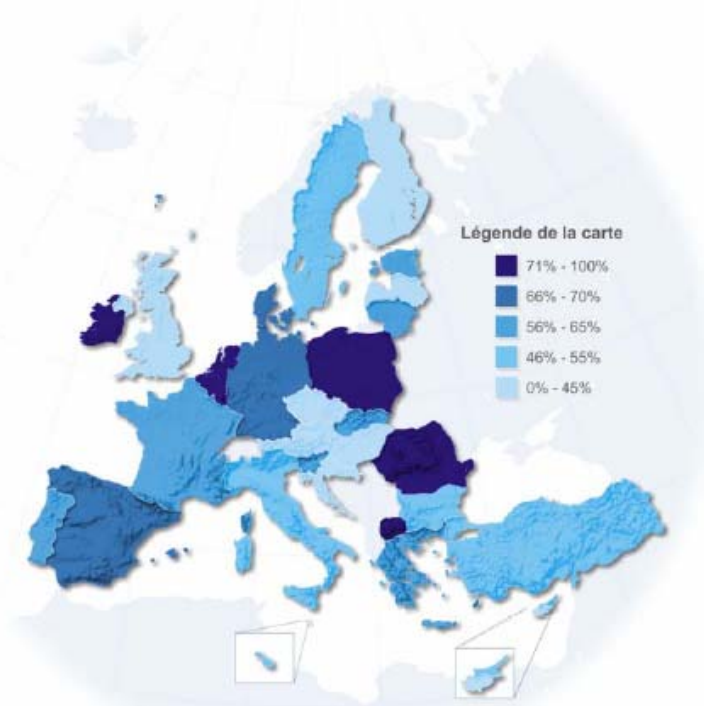
La part des « eurosceptiques » recule brutalement, de 9 points, et ne représente plus que 12% des personnes interrogées. Après une longue période de stabilité, l'écart entre ces deux catégories (« bonne chose – mauvaise chose ») s'accroît de manière considérable pour atteindre 48 points, alors qu'il était de 31 points six mois plus tôt.

Pour la première fois depuis 2001, la France se situe à un niveau supérieur (de deux points) à la moyenne européenne.

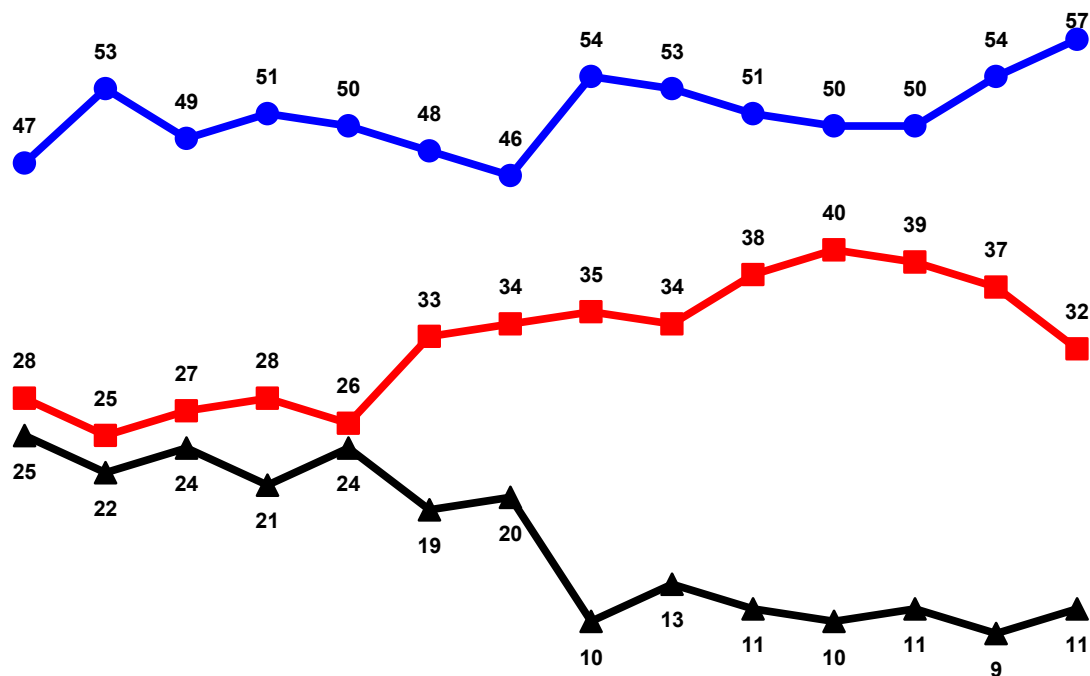
LU	82%
NL	79%
BE	74%
IE	74%
PL	71%
RO	71%
DK	69%
ES	68%
DE	67%
LT	65%
EL	62%
EE	61%
FR	60%
UE27	58%
PT	58%
SK	58%
SI	56%
SE	55%
MT	54%
BG	52%
IT	50%
FI	45%
CZ	45%
CY*	40%
HU	40%
AT	38%
LV	37%
UK	34%
* CYPRUS = 47%	
AM	76%
TR	49%
HR	35%

Question: QA12. D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour (NOTRE PAYS) de faire partie de l'Union européenne est/serait ... ?

Réponses: Une bonne chose



D'une façon générale, pensez-vous que la France a bénéficié ou pas bénéficié de son appartenance à l'Union européenne ?



05/2001	11/2001	04/2002	10/2002	04/2003	10/2003	03/2004	10/2004	06/2005	11/2005	04/2006	09/2006	05/2007	10/2007
EB55	EB56	EB57	EB58	EB59	EB60	EB61	EB62	EB63	EB64	EB65	EB66	EB67	EB68

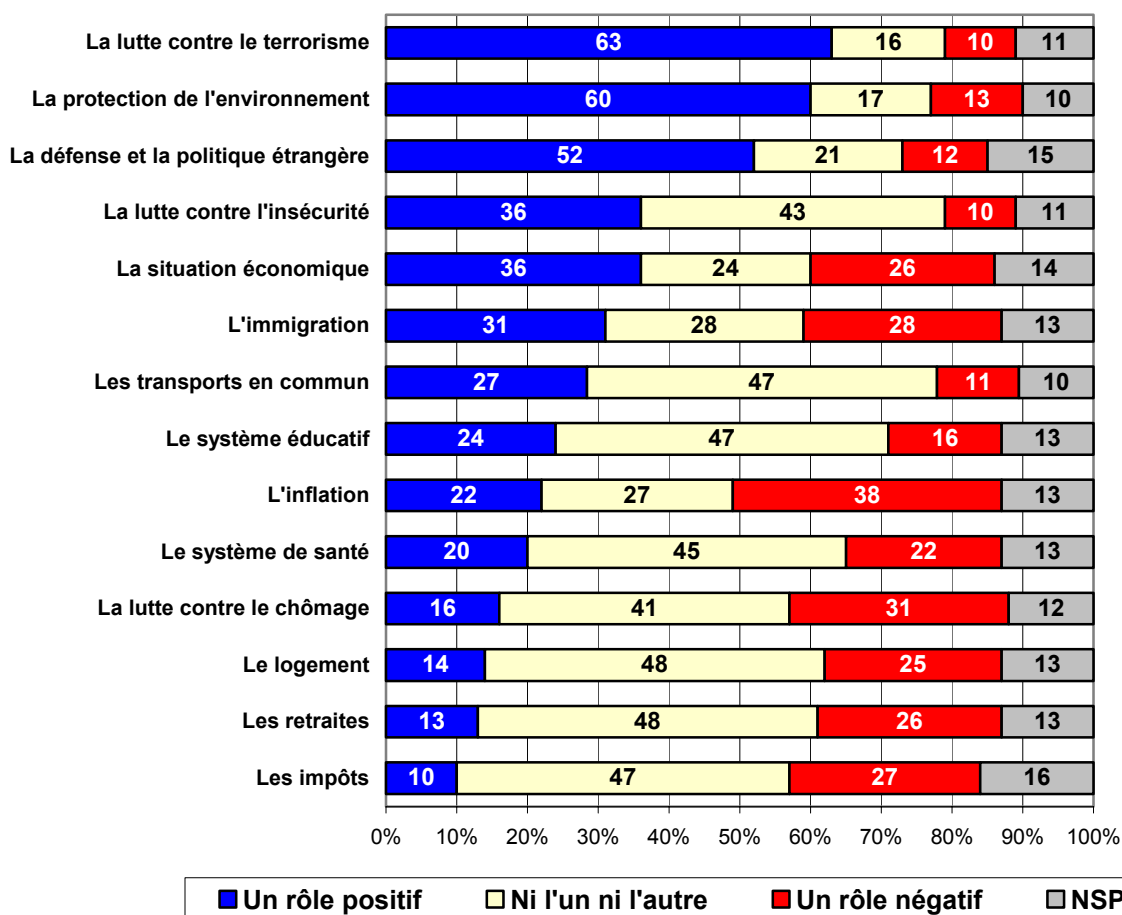
● Bénéficié ■ Pas bénéficié ▲ Ne sait pas

Une nette évolution peut également être constatée en ce qui concerne les bénéfices induits par l'Union européenne : pour 57% des personnes interrogées (+4 points par rapport au printemps 2007), la France en a bénéficié, alors que 32% pensent que ce n'est pas le cas (-5).

Au printemps 2006, l'écart entre ces deux catégories (« bénéficié – pas bénéficié ») s'était resserré jusqu'à 10 points. Les trois dernières vagues de l'Eurobaromètre Standard ont permis d'assister à un renversement de tendance : le solde s'élève désormais à 25 points.

Avec un score de 57%, la France se situe désormais au niveau de la moyenne UE-27 (58%). À l'échelle européenne, les plus convaincus des bienfaits de l'appartenance à l'UE sont les Irlandais (87%), les Polonais (83%), les Lituanais (81%), les Grecs (80%) et les Estoniens (80%). À l'autre extrémité du classement, on trouve les Autrichiens (42%), les Hongrois (42%), les Britanniques (37%) et les Chypriotes (37% dans la partie contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre).

Et pour chacun des domaines suivants en France, pensez-vous que l'Union européenne joue un rôle positif, un rôle négatif ou ni l'un ni l'autre ?



Les opinions positives l'emportent sur les opinions négatives dans huit des quatorze domaines pour lesquels l'impact de l'action de l'Union a été testé. Les enjeux pour lesquels elle est perçue comme la plus positive sont ceux de politique internationale, comme la lutte contre le terrorisme (63%, +4 points par rapport à mars 2006, date de la dernière enquête sur le sujet), la protection de l'environnement (60%, +4), la défense et la politique étrangère (52%, +3).

En revanche, les opinions négatives l'emportent quand on touche aux aspects sociaux et à la situation financière des personnes interrogées. On relèvera en particulier les réticences quant au rôle joué par l'UE dans les domaines de l'inflation (38% d'opinions défavorables, en recule tout de même de 20 points depuis mars 2006) et de la lutte contre le chômage (31%, -22).

Par rapport au printemps 2006, on note une nette amélioration des jugements portés sur l'action de l'Union pour l'ensemble des champs testés. Le solde entre les réponses positives et négatives, qui était alors dans le rouge en ce qui concerne la situation économique, l'immigration et le système éducatif, repasse au-dessus de zéro.

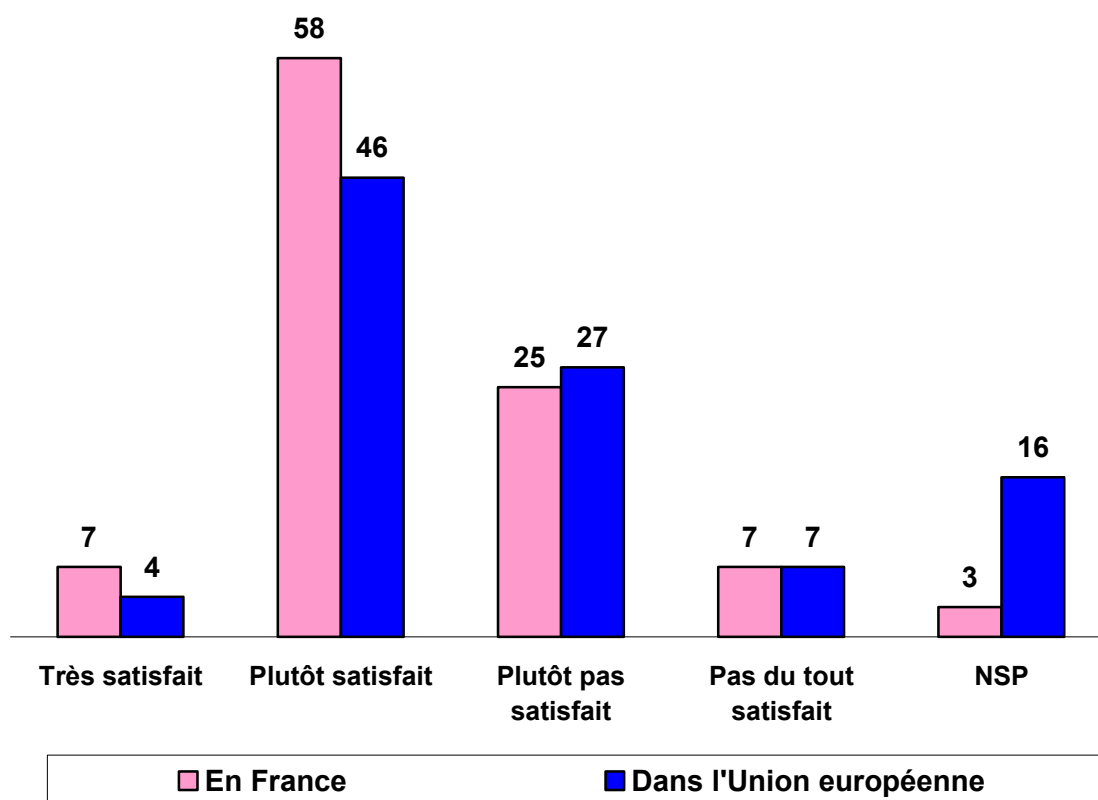
Solde "rôle positif – rôle négatif"

	Printemps 2006	Automne 2007
La lutte contre le terrorisme	+45	+53
La protection de l'environnement	+40	+47
La défense et la politique étrangère	+35	+40
La lutte contre l'insécurité	+14	+26
Les transports en commun	+14	+16
La situation économique	-11	+10
Le système éducatif	-1	+8
L'immigration	-19	+3
Le système de santé	-14	-2
Le logement	-18	-11
Les retraites	-30	-13
La lutte contre le chômage	-40	-15
L'inflation	-37	-16
Les impôts	-27	-17

C) LE FONCTIONNEMENT INSTITUTIONNEL

Le sentiment que la voix de la France compte

Dans l'ensemble, êtes-vous très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt pas satisfait(e), ou pas du tout satisfait(e) du fonctionnement de la démocratie en France et dans l'UE ?



Concernant le fonctionnement de la démocratie dans l'Union européenne, on constate également une nette amélioration du climat. 50% des personnes interrogées s'en déclarent satisfaites, soit une progression de dix points par rapport au printemps 2006 (dernière fois que la question avait été posée). Les insatisfaits sont pour leur part en recul de 14 points.

La satisfaction demeure toutefois plus élevée quant au fonctionnement de la démocratie dans son propre pays, le nombre de satisfaits progressant de 17 points et le nombre de mécontents reculant de 20 points, dans la foulée des élections présidentielle et législatives.

**Êtes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord
avec les affirmations suivantes ?**

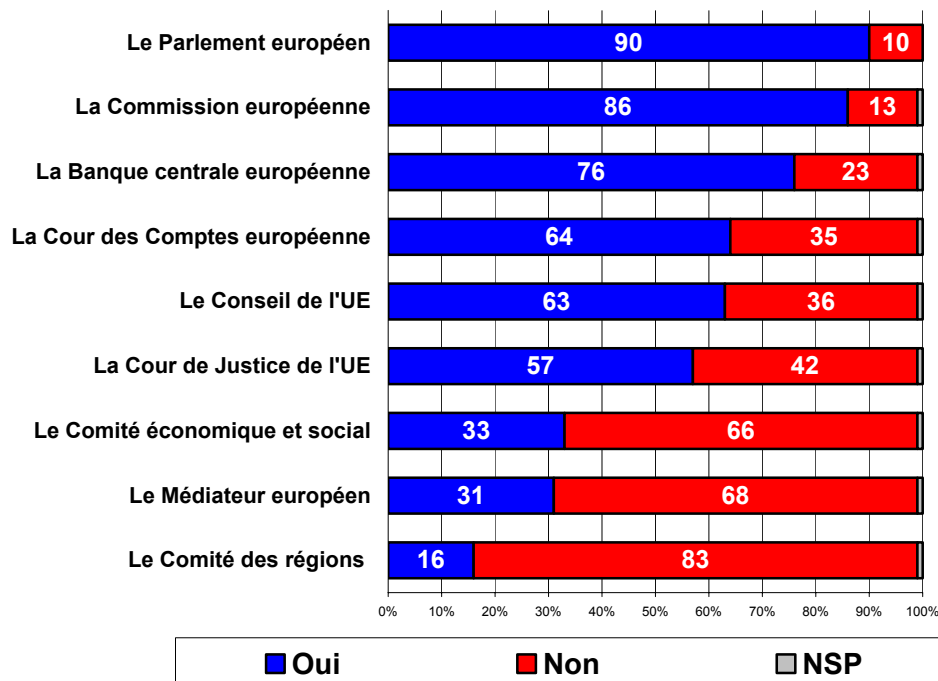
	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	NSP
La voix de la France compte dans l'Union européenne	86%	11%	3%
Ce sont les grands pays qui ont le plus d'influence dans l'Union européenne	71%	22%	7%
Ma voix compte dans l'Union européenne	50%	45%	5%
Les intérêts de la France sont bien pris en compte dans l'Union européenne	48%	35%	17%
Je comprends le fonctionnement de l'Union européenne	41%	54%	5%
La France va avoir plus d'influence dans l'Union européenne	44%	39%	17%
La France a plus d'influence dans l'Union européenne actuellement qu'il y a dix ans	32%	51%	17%
Je me sens très impliqué(e) dans les affaires européennes	23%	74%	3%

Sous l'effet probable du choc électoral et de l'activisme du nouveau président de la République, la conviction selon laquelle la France joue un rôle important sur la scène européenne se renforce. 86% des Français estiment ainsi que la voix de leur pays compte dans l'UE, ce qui représente une progression de quatre points par rapport à la vague précédente et ce qui place la France en tête pour les réponses à cette question, 25 points au-dessus de la moyenne UE-27.

44% jugent par ailleurs que la France que celui-ci va avoir plus d'influence dans l'Union (+5 points) et 48% que les intérêts nationaux sont bien pris en compte par l'Union européenne (+5 points également).

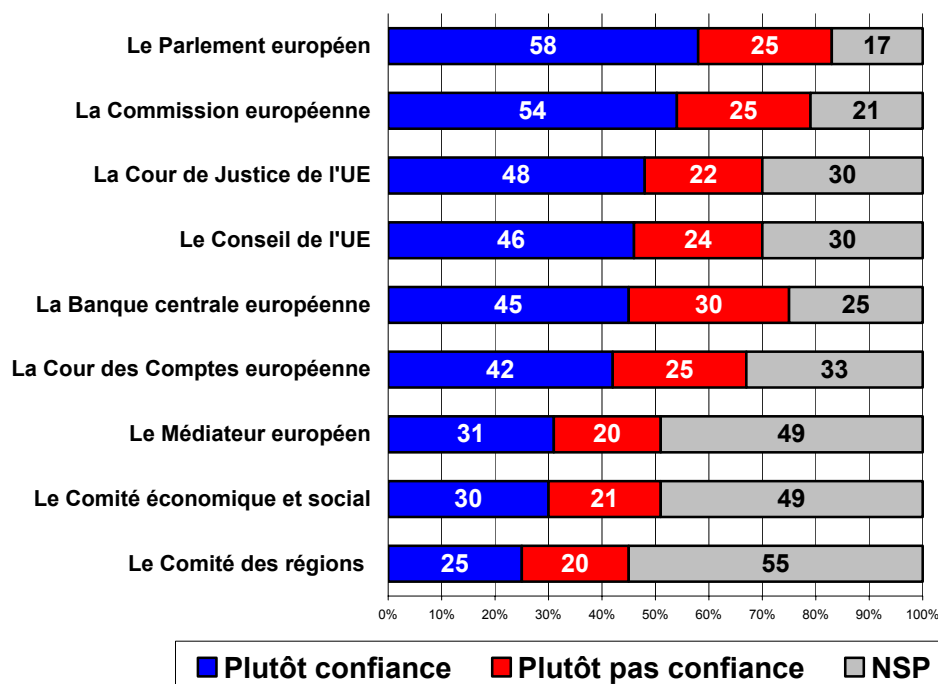
En ce qui concerne leur rôle personnel, 50% des personnes interrogées en France sont convaincues de l'importance de leur voix (+4), mais elles ne sont que 41% à assurer qu'elles comprennent le fonctionnement de l'Union européenne (+1) et 23% à se sentir impliquées dans les affaires européennes (+2).

Avez-vous déjà entendu parler des institutions suivantes ?



Comme lors des sondages précédents, le Parlement et la Commission demeurent les deux institutions communautaires les plus connues. Respectivement 90% et 86% des personnes interrogées en France déclarent en avoir entendu parler. La notoriété de la Banque centrale européenne (76%) continue de croître et dépasse largement celle de la Cour des comptes (64%), du Conseil (63%), et de la Cour de Justice (57%). Les autres institutions communautaires restent peu connues : plus des deux tiers des Français n'ont pas entendu parler du Comité économique et social, du Médiateur européen, ni du Comité des régions.

Et pour chacune de ces institutions, pourriez-vous dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elles ?



Dans ce domaine aussi, on constate une hausse de la confiance à l'égard des institutions européennes. Celle-ci progresse de 4 points pour le Parlement européen (58%) et de 7 points pour la Commission européenne (54%). Pour ces deux institutions, il s'agit du plus fort niveau depuis le référendum sur le Traité constitutionnel. Par rapport au printemps 2007, la défiance s'inscrit en recul de 6 points pour le Parlement et de 7 points pour la Commission.

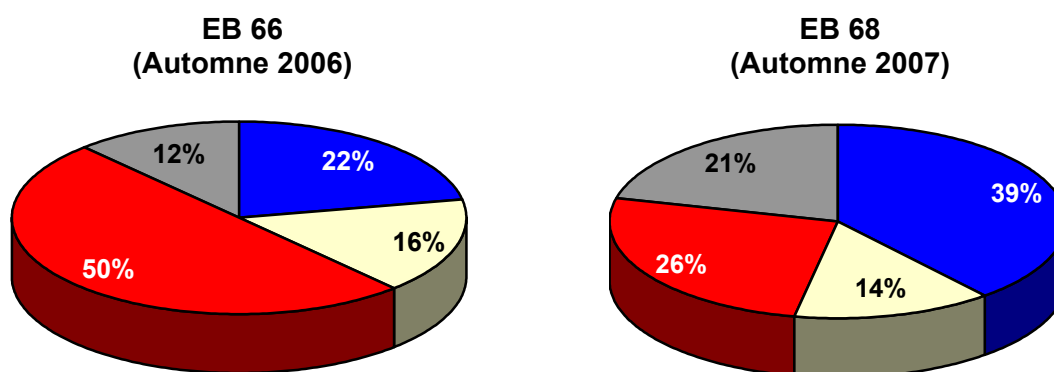
S'il existe une nette corrélation entre notoriété et niveau de confiance, on remarquera tout de même que la Banque centrale européenne, pourtant connue par plus des trois quarts des sondés, ne bénéficie de la confiance que de 45% d'entre eux. Dans un contexte marqué par les débats sur "l'euro fort", la BCE est l'institution qui suscite le plus la méfiance. Ce sentiment est en effet partagé par 30% des personnes interrogées en France, un niveau inférieur de six points à celui mesuré lors de la vague précédente, mais qui est le plus élevé au sein de l'Union, à l'exception du Royaume-Uni et de Chypre.

III) L'AVENIR DE LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

A) L'ORIENTATION GÉNÉRALE

Une orientation plus largement approuvée

En ce moment, diriez-vous que, d'une manière générale, les choses vont dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction dans l'UNION EUROPÉENNE?



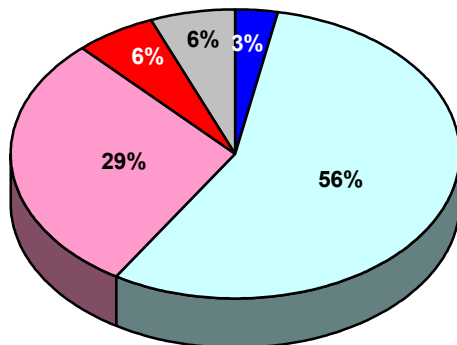
■ Bonne direction ■ Ni l'un, ni l'autre ■ Mauvaise direction ■ NSP

L'évolution est également spectaculaire lorsqu'on interroge les Français sur l'évolution de l'Union : 39% d'entre eux estiment que les choses vont dans la bonne direction, soit une progression de 17 points en un an. La proportion de ceux qui ont le sentiment qu'elles vont dans la mauvaise direction est en net reflux (26%, -24 points).

	% Bonne direction	Evolution en un an
Sexe		
Hommes	42%	+20
Femmes	36%	+14
Age		
15-24	45%	+7
25-39	43%	+21
40-54	37%	+17
55 +	33%	+17
Age de fin d'études		
15 -	26%	+6
16-19	35%	+14
20 +	49%	+29
Toujours étudiant	42%	-1
Taille d'agglomération		
Village – zone rurale	39%	+18
Ville petite ou moyenne	39%	+17
Grande ville	42%	+17

	% Bonne direction	Evolution en un an
Satisfaction personnelle		
Très/plutôt satisfait(e) de sa vie	42%	+20
Plutôt pas/pas du tout satisfait(e) de sa vie	36%	+14

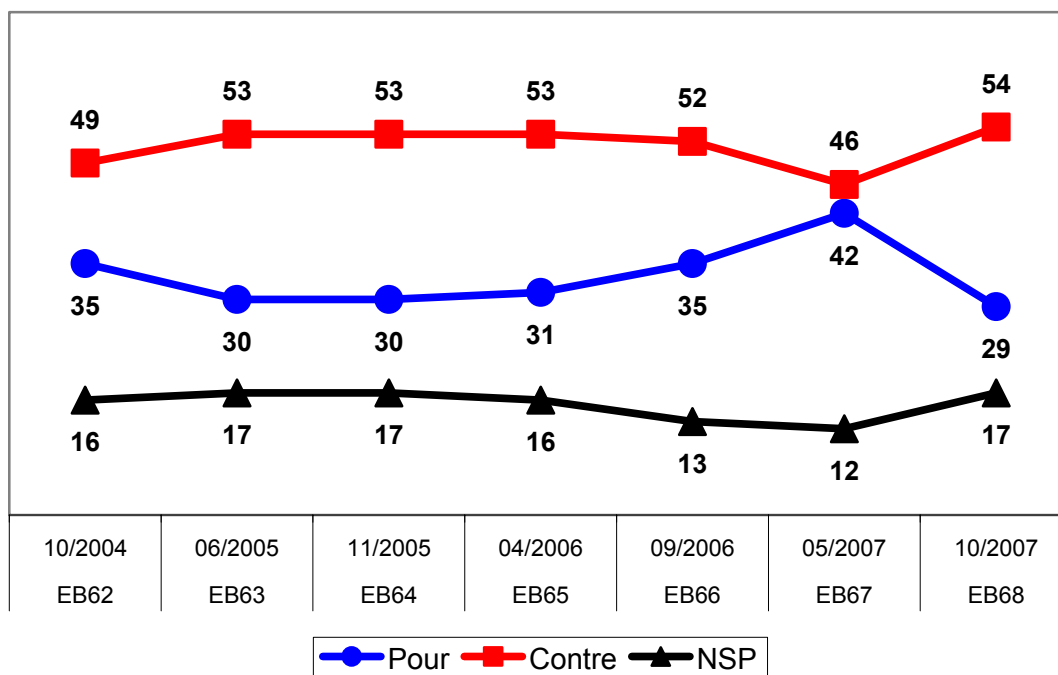
Diriez-vous que vous êtes très optimiste, plutôt optimiste, plutôt pessimiste ou très pessimiste au sujet du futur de l'Union européenne ?



■ Très optimiste ■ Plutôt optimiste ■ Plutôt pessimiste ■ Très pessimiste

Quelques mois après le sommet de Berlin qui a permis de sortir de l'impasse institutionnelle, l'opinion française demeure par ailleurs majoritairement optimiste concernant le futur de l'Union européenne : 59% se déclarent « très » ou « plutôt » optimistes (-2) et 35% « très » ou « plutôt » pessimistes (=). Sur cet indicateur, les résultats français se situent toutefois en-deçà de la moyenne européenne (66% d'optimisme et 26% de pessimisme au niveau UE-27). La France continue à se montrer la moins confiante des Etats fondateurs de l'Union.

Êtes-vous pour ou contre une vitesse de la construction européenne plus élevée dans un groupe de pays que dans les autres ?

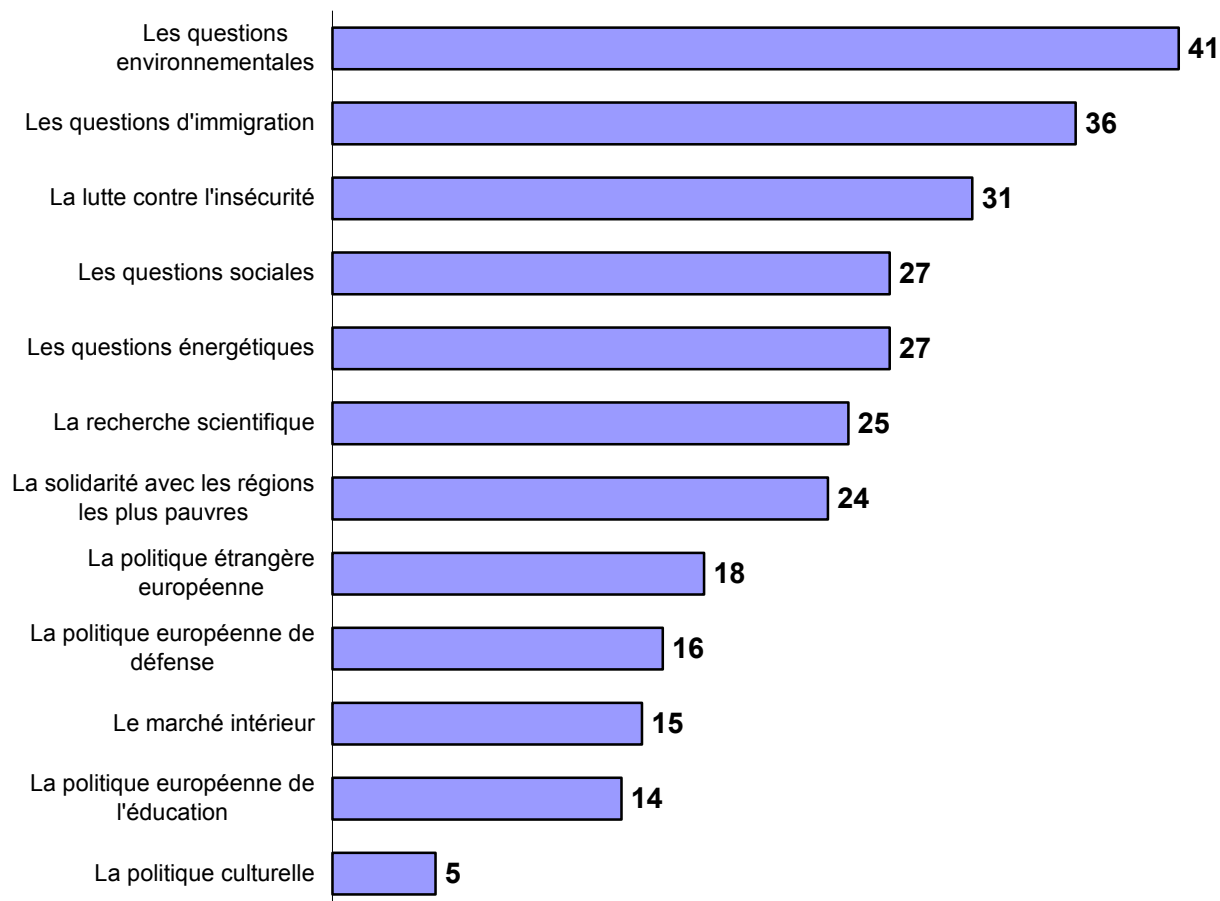


Quelques mois avant l'accord final sur le traité de Lisbonne, les Français s'éloignent de l'idée d'une éventuelle « avant-garde » : le dernier sondage révèle une tendance en rupture avec la période précédente : l'écart s'élargit de manière très nette entre ceux qui sont hostiles à une « vitesse plus élevée dans un groupe de pays » (54% + 8) et les partisans de cette idée (29%, - 13). L'idée d'une telle « Europe à plusieurs vitesses » est rejetée par 50% de ceux qui ont une bonne image de l'UE et par 64% de ceux qui en ont une mauvaise image.

B) PRIORITÉS ET NIVEAUX DE DÉCISION

Un niveau communautaire perçu comme plus légitime

À votre avis, sur quels aspects les institutions européennes devraient-elles mettre l'accent au cours des prochaines années pour renforcer l'Union européenne ? (plusieurs réponses possibles)



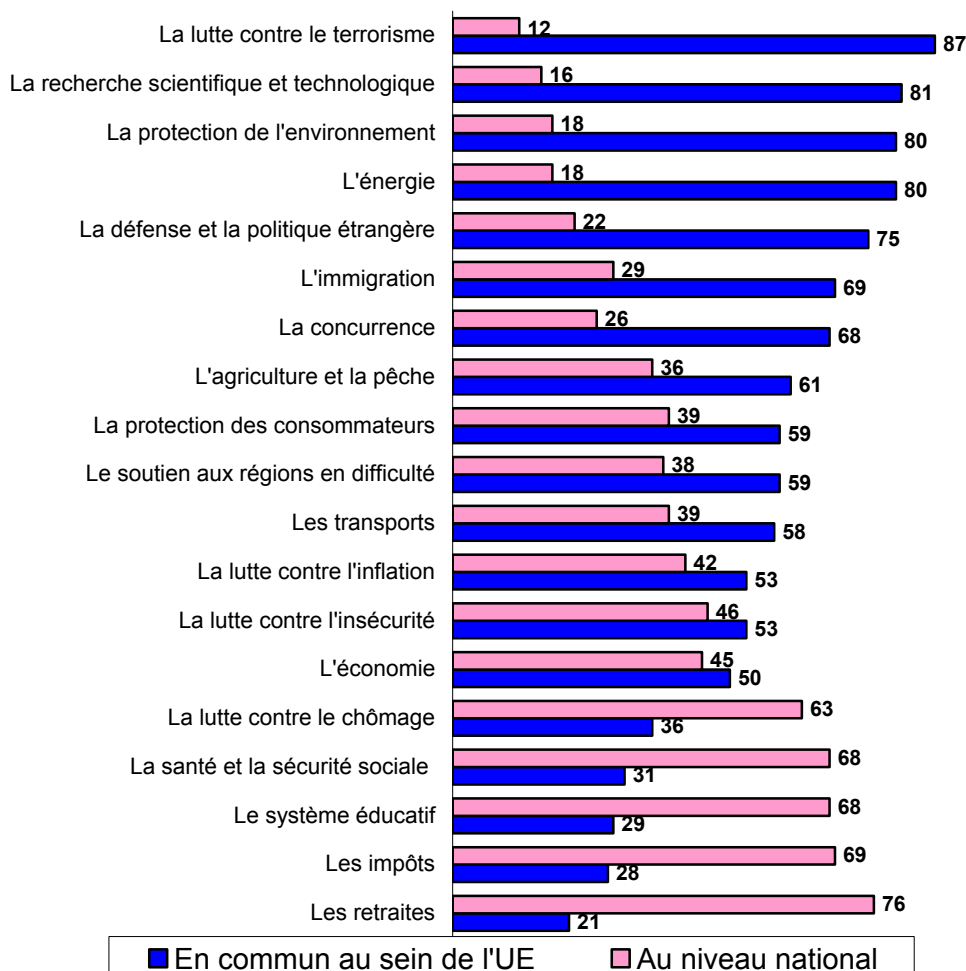
Dans un contexte marqué par le « Grenelle de l'environnement » et la prise de conscience des changements climatiques, les questions environnementales arrivent une nouvelle fois en tête (41%, +3). Les Français estiment également que les institutions européennes devraient mettre l'accent sur les questions d'immigration (36%, +6). Ces deux thèmes font d'ailleurs partie des priorités affichées de la prochaine présidence française de l'Union européenne, au second semestre 2008.

L'environnement est davantage cité par les plus jeunes et les plus diplômés tandis que l'immigration arrive en tête parmi les seniors et chez les moins diplômés.

	Environnement	Immigration
Age		
15-24	51%	34%
25-39	44%	30%
40-54	44%	33%
55 +	30%	46%
Age de fin d'études		
15 -	22%	51%
16-19	37%	37%
20 +	50%	29%
Toujours étudiant	58%	34%

Viennent ensuite la lutte contre l'insécurité (31%, +3), les questions sociales (27%, -2), les questions énergétiques (27%, +1), la recherche scientifique (25%, +1) et la solidarité avec les régions les plus pauvres (24%, +3). Les autres domaines proposés sont considérés comme prioritaires par moins d'un Français sur cinq.

Pour chacun de ces domaines, pensez-vous que les décisions devraient être prises par le gouvernement français ou qu'elles devraient être prises en commun au sein de l'UE ?



Le niveau communautaire est considéré comme le plus approprié en matière de lutte contre le terrorisme (87%, +2 par rapport à l'EB 67), la recherche scientifique et technologique (81%, +3), la protection de l'environnement (80%, +2) et la politique énergétique (80%, +10).

Les Français privilégient également le niveau européen pour la politique étrangère (75%, +8), l'immigration (69%, +6), la politique de la concurrence (68%, +2), l'agriculture et la pêche (61%, +10), la protection des consommateurs (59%, +13), le soutien aux régions en difficulté (59%, +15), les transports (58%, +14), la lutte contre l'inflation et contre l'insécurité (53%, +6) et l'économie (50%, +4).

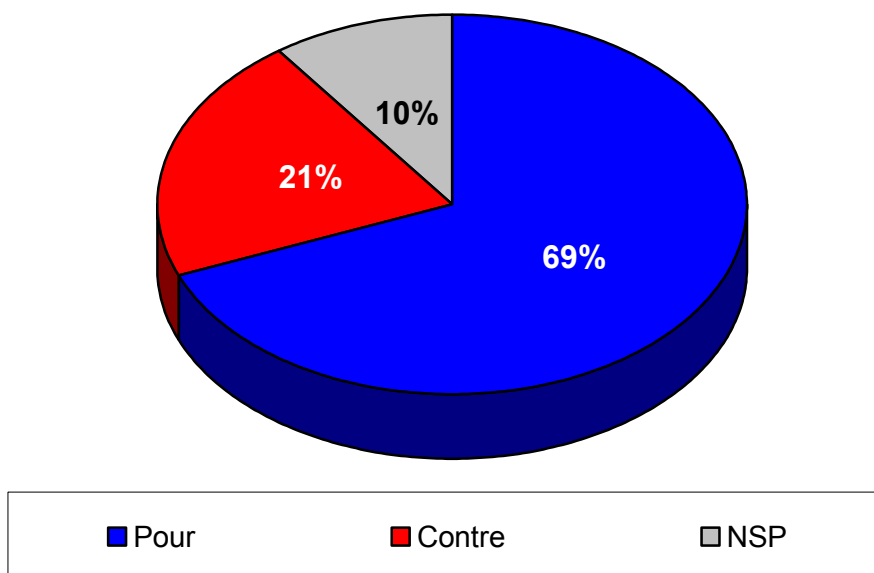
En revanche, dans les domaines sociaux, les Français affichent une nette préférence pour le niveau national : c'est le cas de la lutte contre le chômage (63%, -2), de la santé et de la sécurité sociale et du système éducatif (68%, -7) et des retraites (73%, -3).

Pour chacun des 19 items proposés, le niveau communautaire progresse, parfois de façon considérable, par rapport au printemps 2007, comme en matière de protection des consommateurs (+19 points), d'agriculture et de pêche (+10) ou d'énergie (+10).

C) L'UNION ET LE RESTE DU MONDE

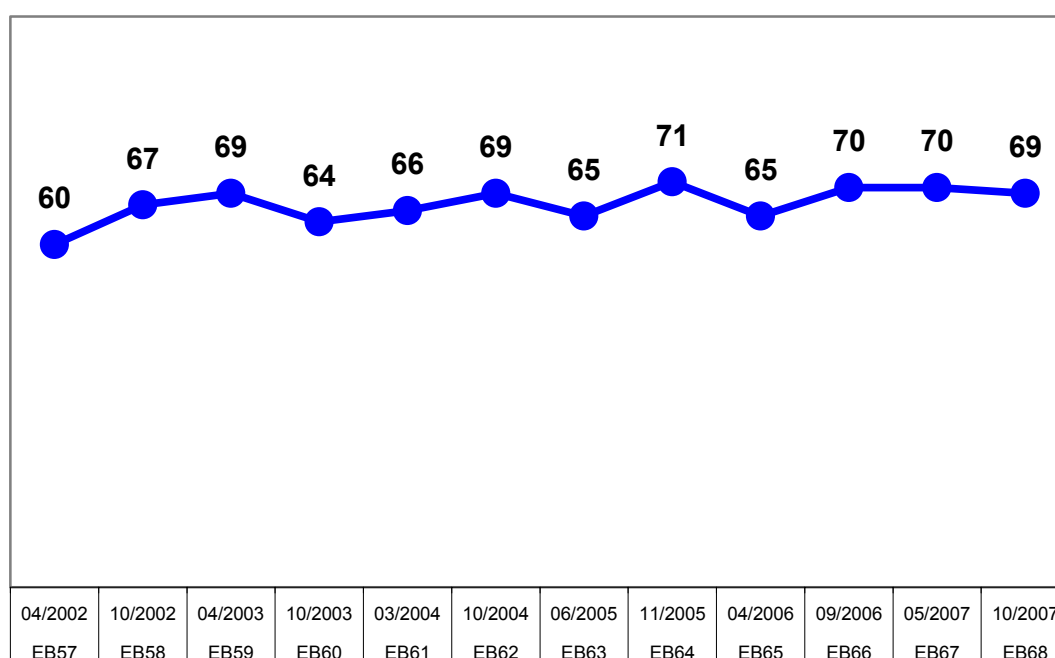
Oui à la PESC, non à l'élargissement

Êtes-vous pour ou contre une politique étrangère commune de l'Union européenne vis-à-vis des autres pays ?

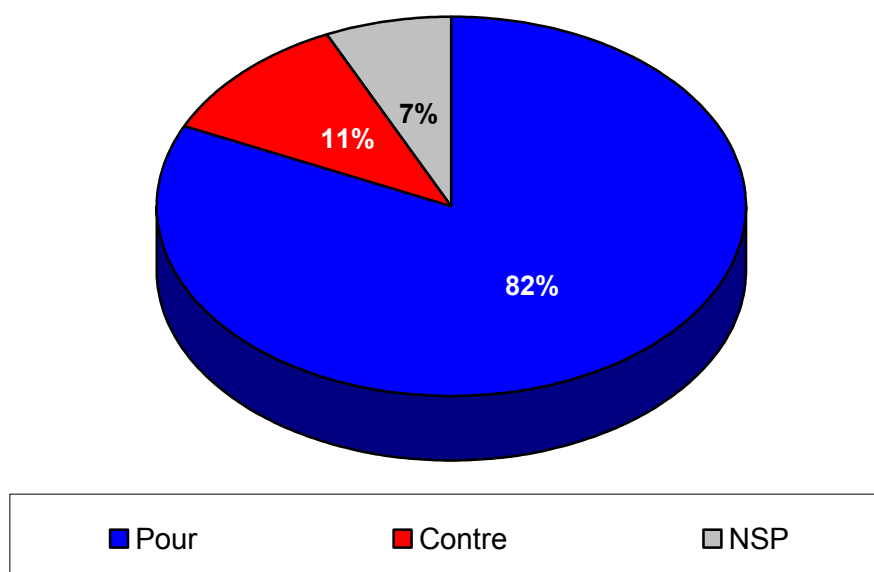


Les résultats restent quasiment inchangés par rapport à l'EB 67 : 69% des Français sont favorables (-1 point par rapport au printemps 2007) et 21% (-2) hostiles à une politique étrangère commune, tandis que 10% n'ont pas d'avis sur la question.

Soutien à une politique étrangère commune (trend)

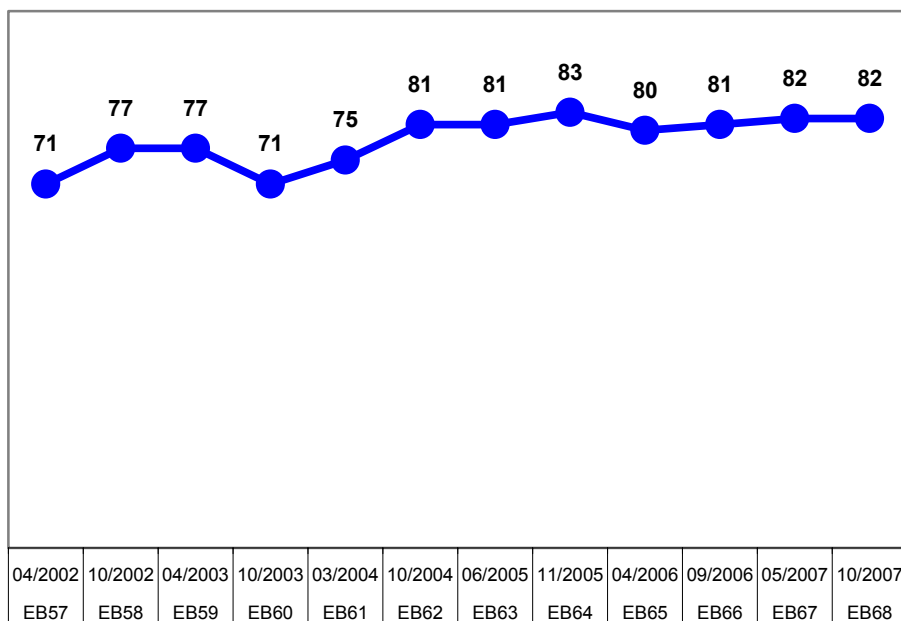


Êtes-vous pour ou contre à une politique de sécurité et de défense commune des États membres de l'Union européenne ?



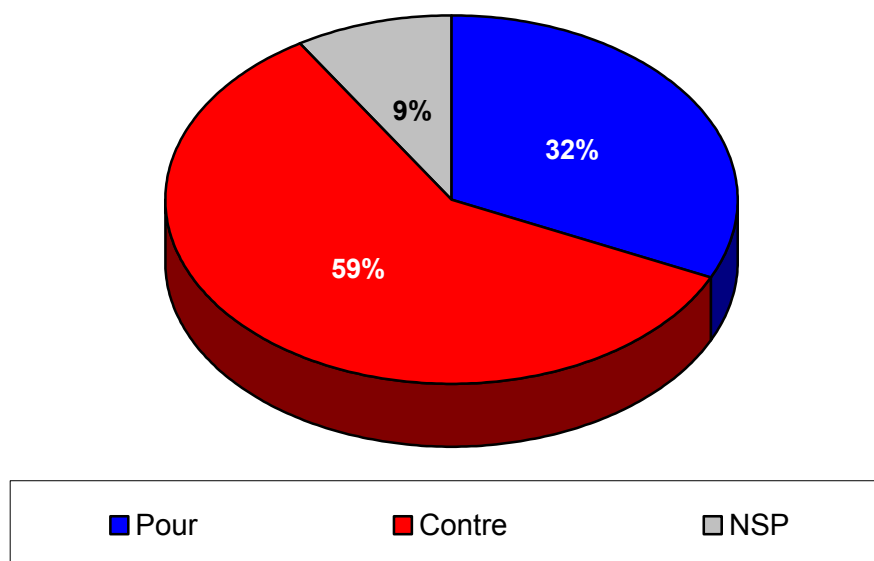
Le soutien à la PESD (politique de sécurité et de défense commune) se stabilise à un niveau élevé : 82% des personnes interrogées y sont favorables (sans changement), 11% s'y opposent (-2) contre et 7% ne s'expriment pas sur le sujet.

**Êtes-vous pour ou contre à une politique de sécurité et de défense commune
des États membres de l'Union européenne ?
(trend)**



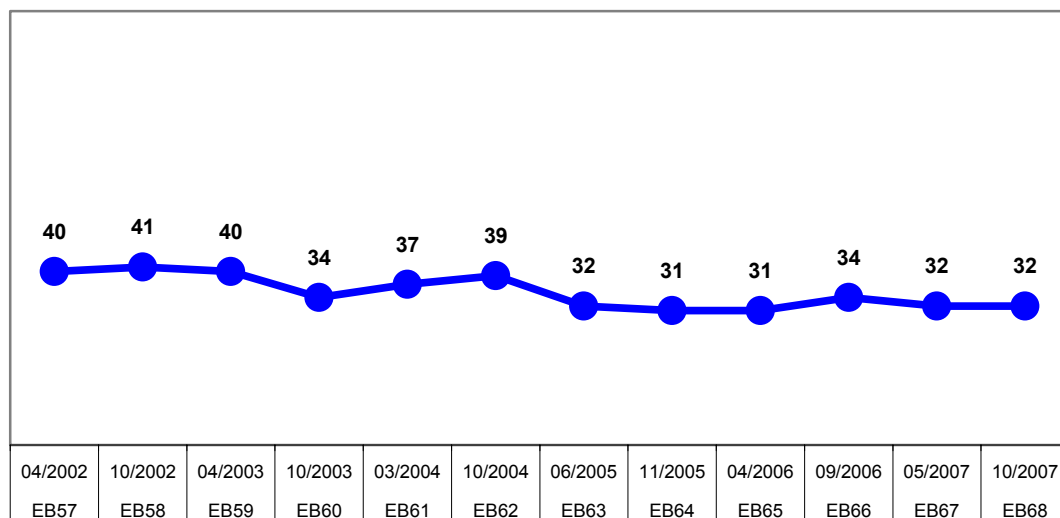
Au demeurant, 81% des Français estiment que la politique étrangère de l'UE devrait être autonome par rapport à la politique étrangère américaine (-2) et 74% que les Etats membres devraient avoir une politique commune de l'immigration (-2). Les personnes âgées de plus de 55 ans et celles qui ont terminé leurs études après l'âge de 20 ans sont les plus favorables à l'autonomie vis-à-vis des Etats-Unis et à une politique commune de l'immigration.

Êtes-vous favorable à l'élargissement de l'Union européenne à d'autres pays ?

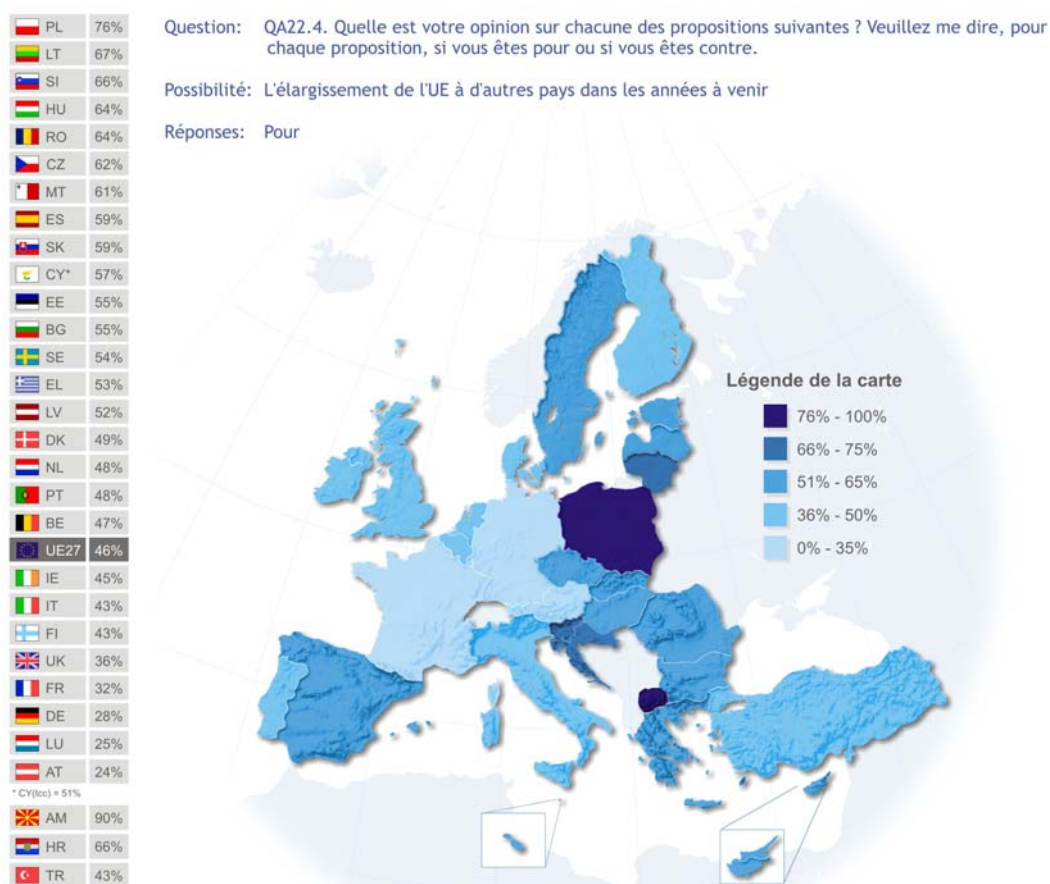


Comme lors de tous les derniers sondages, l'opinion française reste très réservée quant à l'élargissement de l'UE à d'autres pays : 32% (=) des Français y sont favorables, 59% (-1) contraires et 9% (+1) n'ont pas d'avis sur la question. Ces résultats peuvent être appréciés au regard de la moyenne UE-27, qui s'élève respectivement à 46%, à 40% et à 14%.

Êtes-vous favorable à l'élargissement de l'Union européenne à d'autres pays ? (trend)



Au niveau européen, l'opinion française demeure l'une des plus hostiles à l'élargissement, derrière les opinions autrichienne (67% d'opposition), allemande (66%) et luxembourgeoise (65%). Les opinions les plus favorables à l'entrée de nouveaux États se trouvent dans les « nouveaux pays » de l'UE : la Pologne (76% d'opinions favorables à l'élargissement), la Slovaquie (66%) et la Roumanie (64%).

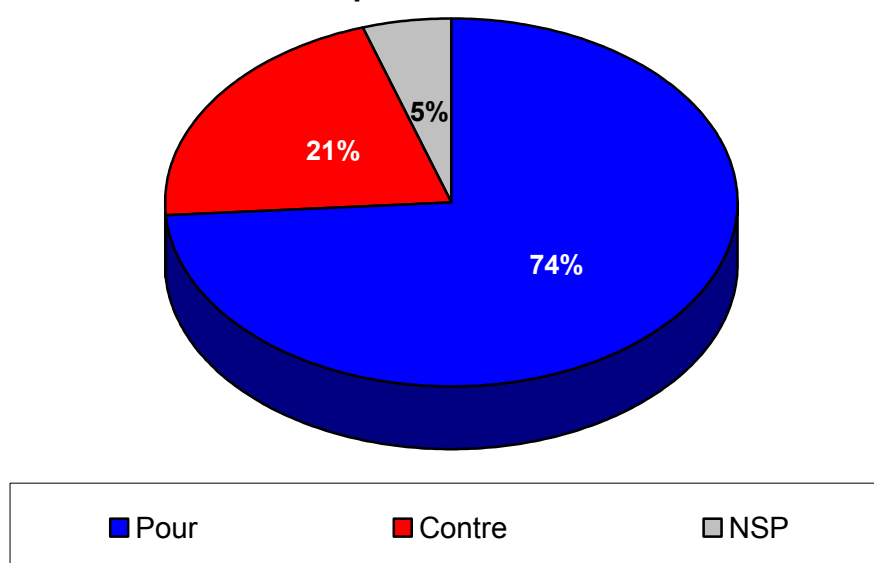


Êtes-vous favorable à l'élargissement de l'Union européenne à d'autres pays ?

	% Pour	% Contre
Age		
15-24	46%	41%
25-39	34%	57%
40-54	28%	66%
55 +	24%	65%
Taille d'agglomération		
Village – zone rurale	31%	60%
Ville petite ou moyenne	31%	60%
Grande ville	37%	53%

Comme lors des précédents sondages, les fortes réticences face à l'élargissement constituent un point discriminant de l'opinion française. Le soutien à l'élargissement décroît avec l'âge : il s'élève à 46% pour les 15-24 ans, à 34% pour les 25-39 ans, à 28% pour les 40-54 ans et seulement à 24% pour les plus de 55 ans. :

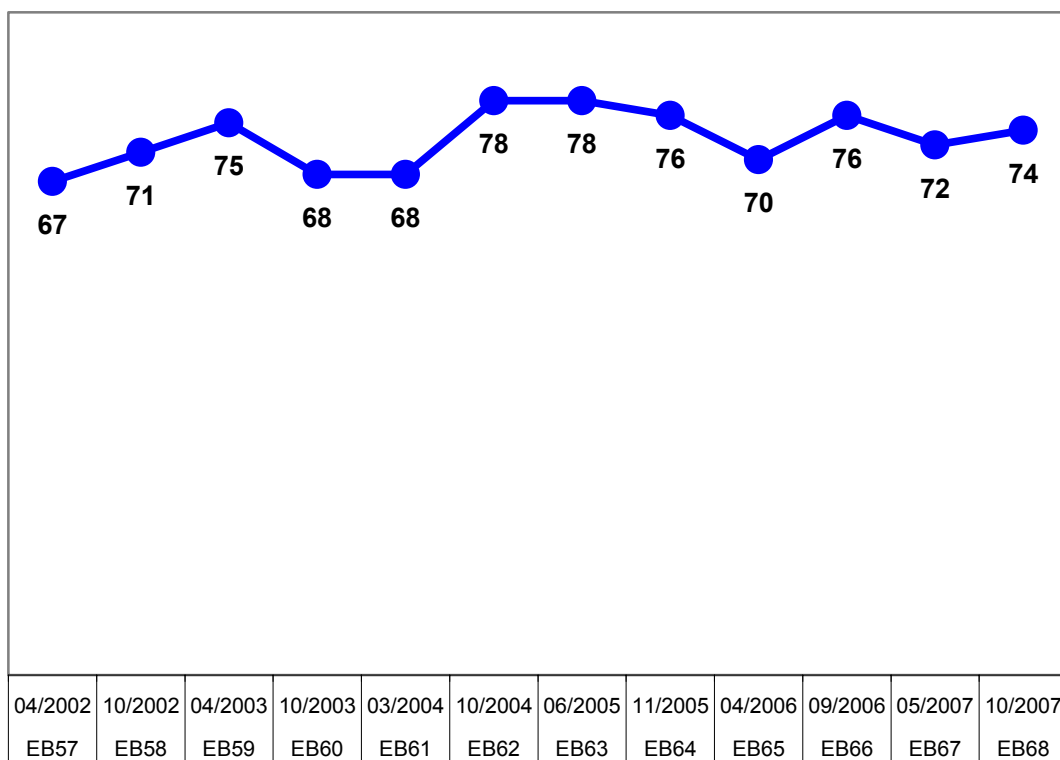
Êtes-vous pour ou contre l'euro ?



Un des instruments de la politique extérieure de l'Union sur le plan économique, la monnaie unique, continue à être approuvé dans son principe par près de trois Français sur quatre. D'autres études montrent cependant qu'une très large majorité continue à associer l'euro à la hausse des prix. L'euro est plus apprécié parmi les cadres (86%) que parmi les ouvriers (65%) ou les personnes au foyer (64%).

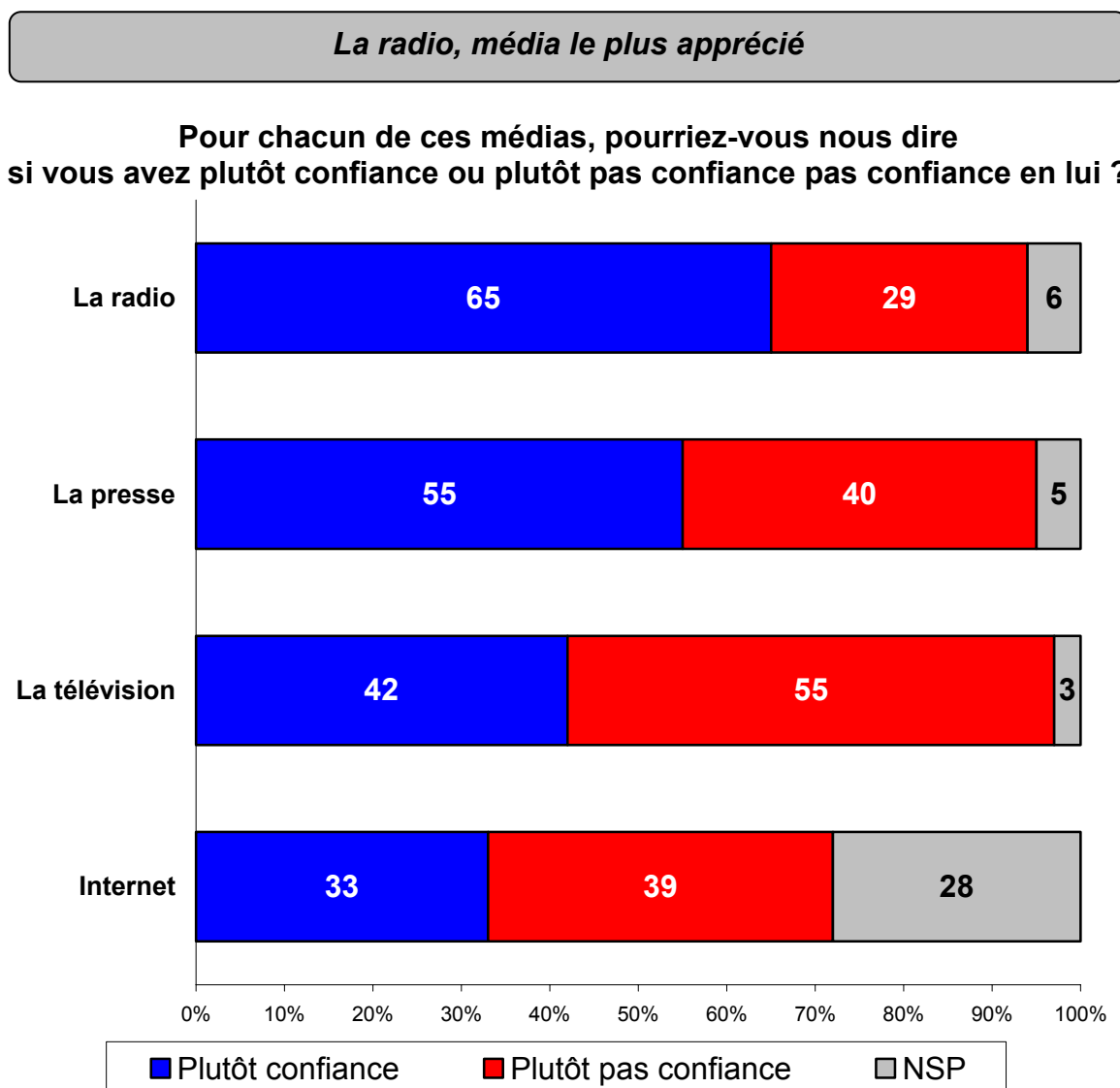
Au niveau européen, l'opinion française demeure l'une des mieux disposées à l'égard de la monnaie unique : avec 74% d'avis positifs, elle se situe au 7^e rang, au-dessus de la moyenne des treize pays de la zone euro (69%) et de la moyenne UE-27 (63%). Les niveaux de soutien les plus élevés se rencontrent en Irlande (87%), en Slovénie (86%) et au Luxembourg (85%). En revanche, l'opposition l'emporte d'une courte tête à Chypre et plus nettement en Suède et au Royaume-Uni : moins d'un quart des Britanniques se prononcent en faveur de l'euro.

Soutien à l'euro (trend)



IV) L'INFORMATION SUR L'UNION EUROPÉENNE

A) LA CONFIANCE DANS LES MÉDIAS



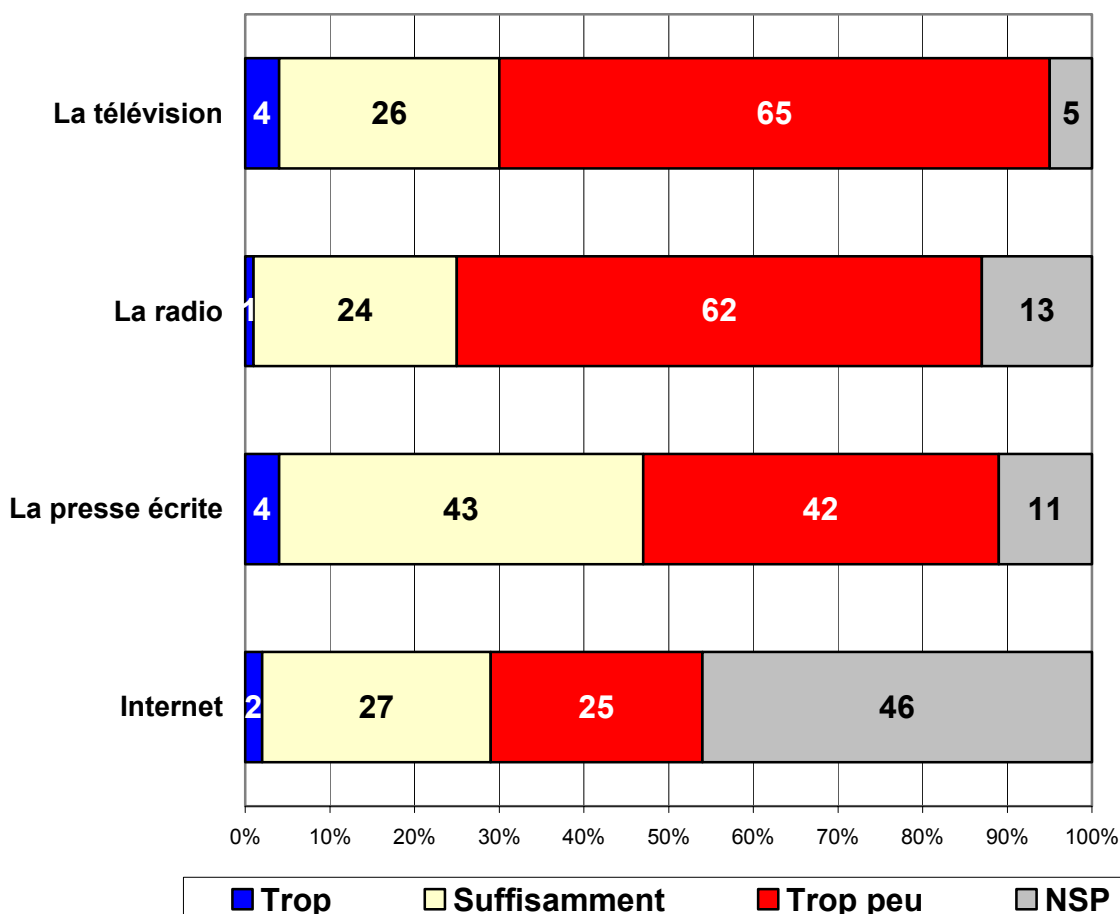
La radio (65%, +2 points depuis le printemps 2007) et la presse (55%, +2) demeurent les moyens de communication auxquels les Français font le plus confiance. À l'opposé, on constate une légère baisse de la confiance dont jouissent la télévision (42%, -2) et Internet (33%, -3).

Pour la presse écrite, la télévision et Internet, le niveau de confiance progresse avec le niveau d'éducation. Le schéma est inverse pour la télévision.

B) QUANTITÉ ET QUALITÉ DE L'INFORMATION

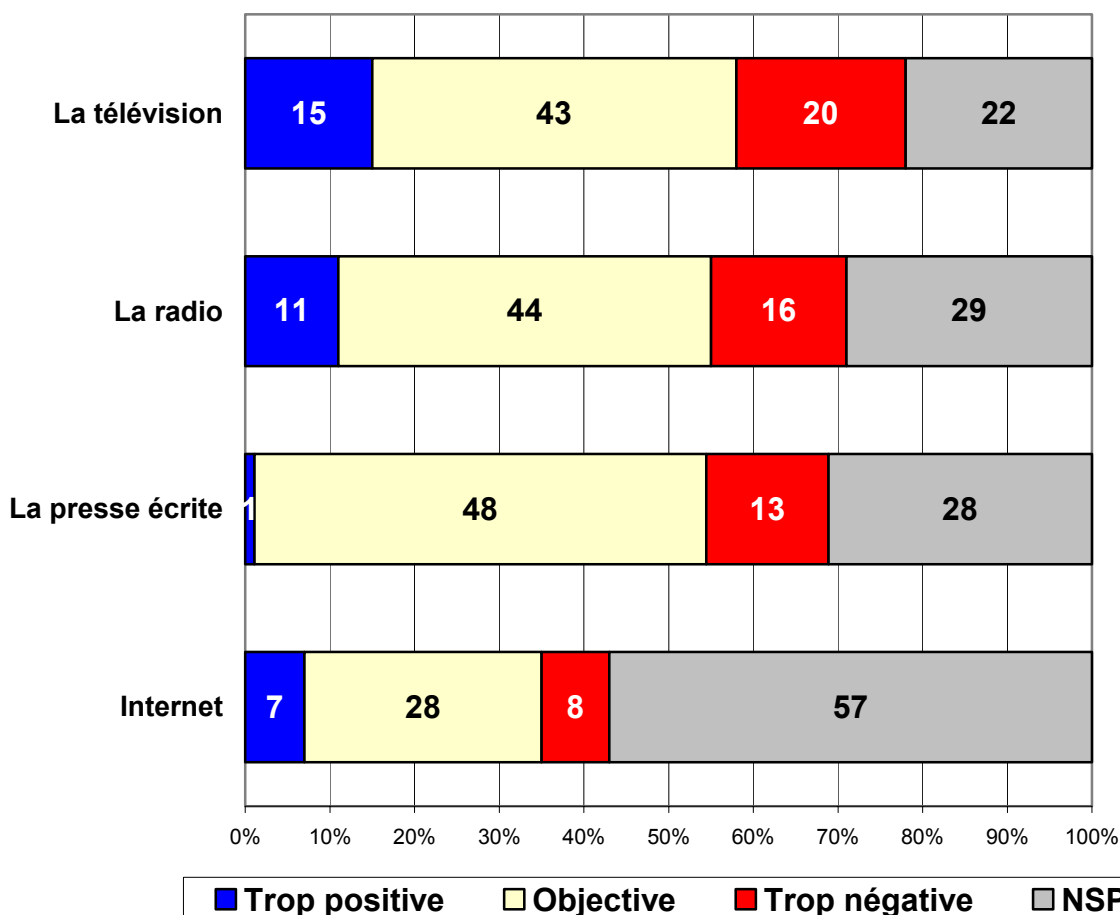
Le souhait d'une plus grande couverture des dossiers communautaires

En général, pensez-vous que ...
parle trop, suffisamment ou trop peu de l'Union européenne ?



Le sentiment que les médias audiovisuels parlent trop peu des dossiers européens est partagé par plus de trois personnes sur cinq. La proportion est de deux personnes sur quatre pour la presse écrite et d'une personne sur quatre pour Internet. Entre 1 et 4% des personnes interrogées ont le sentiment que la thématique européenne est trop couverte par les quatre médias testés.

Pensez-vous que la télévision parle de l'Union européenne de façon trop positive, de façon objective ou de façon trop négative ?



Pour les quatre types de support, une majorité relative se dégage pour considérer que l'information européenne est plutôt objective. La part de ceux qui estiment que la tonalité est trop négative dépasse à chaque fois la part de ceux qui la jugent trop positive.

C) INFORMATION ET CONNAISSANCES

Les élections européennes méconnues

L'Eurobaromètre 68 confirme au demeurant le déficit d'information sur les questions européennes observé à l'occasion des sondages précédents: seuls 17% des répondants s'estiment très bien (1%) ou plutôt bien informés (16%) sur les affaires politiques européennes, un niveau inférieur de cinq points à la moyenne européenne, tandis que 81% avouent être pas très bien informés (59%) ou pas du tout informés (22%). Les femmes (85%) s'estiment encore plus mal informées que les hommes (78%).

Au-delà de ce sentiment de relative désinformation, les connaissances réelles sur l'Union restent assez sommaires, comme le montre le test présenté ci-dessous :

Pour chacune des affirmations suivantes sur l'Union européenne, pourriez-vous me dire si elle vous semble vraie ou fausse ?

	VRAI	FAUX	NSP
L'Union européenne est actuellement composée de quinze Etats membres	23% <i>UE-27 : 23%</i>	64% <i>UE-27 : 57%</i>	13% <i>UE-27 : 20%</i>
Tous les 6 mois, un Etat membre différent prend la présidence de l'Union européenne	39% <i>UE-27 : 49%</i>	33% <i>UE-27 : 25%</i>	28% <i>UE-27 : 26%</i>
La zone euro est actuellement composée de douze Etats membres	45% <i>UE-27 : 41%</i>	32% <i>UE-27 : 26%</i>	23% <i>UE-27 : 33%</i>
Les députés européens sont directement élus par les citoyens de l'Union européenne	41% <i>UE-27 : 48%</i>	40% <i>UE-27 : 31%</i>	19% <i>UE-27 : 21%</i>

NB : Les réponses correctes sont en caractères gras.

Au-delà de la perception subjective que les sondés peuvent avoir de leur niveau d'information sur l'Union, l'Eurobaromètre tente de mesurer de façon objective leurs connaissances à travers un petit quiz. Une nouvelle question a été introduite cette fois-ci, relative aux nombres de pays appartenant à la zone euro (treize à la date de l'enquête, après l'entrée de la Slovanie le 1^{er} janvier 2007 et avant l'adhésion de Chypre et de Malte le 1^{er} janvier 2008).

En ce qui concerne les deux premières questions, on remarque que les connaissances des personnes sondées se sont légèrement dégradées par rapport à l'enquête précédente : trois ans après l'élargissement de 2004 (et un après l'entrée de la Bulgarie et de la Roumanie), 23% des Français pensent que l'UE est composée de 15 États membres, alors qu'ils n'étaient que 18% au printemps 2007. De même, 39% des personnes interrogées connaissent le mécanisme de la présidence tournante du Conseil, contre 42% six mois plus tôt.

A peine 41% des Français savent que les membres du Parlement européen sont élus directement au suffrage universel, un chiffre en légère progression (ce qui pourrait s'expliquer en partie par le fait que la question a été posée au sein d'une batterie de questions spécifiques consacrées au Parlement européen¹). Le taux de bonnes réponses reste inférieur de sept points à la moyenne UE-27.

¹ Eurobaromètre spécial n°288, commandé par la Commission européenne pour le compte du Parlement européen, http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb_special_fr.htm#288

CONCLUSION

L'enquête Eurobaromètre 68, la première réalisée après les élections présidentielle et législatives, intervient aussi au terme de la présidence allemande et notamment du Conseil européen de Berlin, qui a vu l'adoption du traité réformateur, présenté par les médias comme une réussite majeure du nouveau président de la République. Sans surprise, on assiste à une relégitimation du politique résultant du calendrier électoral (présidentielles, législatives).

Un des résultats les plus spectaculaires est la hausse de la confiance que les Français ont dans la situation générale du pays. Certes, les inquiétudes sur la situation économique générale persistent, mais on assiste désormais à un rééquilibrage entre l'opinion française et celle des autres pays membres. Au terme d'une longue période de morosité, les Français semblent avoir retrouvé un certain optimisme quant aux perspectives d'avenir.

Depuis l'élection présidentielle, l'agenda politique du gouvernement a été particulièrement chargé : certains de ces thèmes se répercutent directement sur l'opinion des Français. La hiérarchie des préoccupations est modifiée. Certes, la préoccupation du chômage reste primordiale, mais elle diminue fortement, de même que les questions d'insécurité. En revanche, le thème du pouvoir d'achat arrive désormais au deuxième rang. De même, le « Grenelle de l'environnement » a accru la prise de conscience sur les enjeux écologiques. Enfin, la question des retraites (avant même les grèves du mois de novembre) a fait un bond spectaculaire parmi les préoccupations des Français.

Au niveau européen, la relance du processus de réforme institutionnelle a donné aux responsables politiques français, au premier rang desquels le nouveau chef de l'État, qui affirmait le soir de son élection que *"la France est de retour en Europe"*, l'occasion d'une reprise de parole forte. Le sentiment que la voix de son pays compte dans l'Union est d'ailleurs plus élevé en France que dans aucun autre pays.

Au terme de deux années de relative morosité, après le référendum constitutionnel, un relatif consensus semble apparaître. Dans ce contexte, les indicateurs de soutien à l'Union atteignent des niveaux record pour la période récente. La France, il y a peu plus pessimiste que la moyenne européenne, a désormais une position plus proche de celle des autres pays de l'Union et ils sont de plus en plus nombreux à exprimer leurs attentes vis-à-vis de l'Union dans des domaines tels que l'environnement ou l'énergie par exemple.

Comme dans les derniers sondages, l'opinion publique française reste cependant l'une des plus hostiles aux élargissements ultérieurs de l'Union européenne. Par ailleurs, une forte demande d'information persiste : quatre Français sur cinq ne s'estiment pas très bien ou pas du tout informés sur l'Union, tandis que les deux tiers trouvent que la radio ou la télévision parle trop peu des sujets européens.

On peut également s'interroger sur la part du structurel et du conjoncturel dans l'amélioration sensible du climat de l'opinion vis-à-vis de la construction européenne. Dans quelle mesure la fin de l'*"état de grâce"* politique qui a suivi l'élection présidentielle et la dégradation de la situation économique affecteront-ils le moral des citoyens et l'image de l'Union européenne? La question est d'autant plus cruciale que la France s'apprête à exercer, au second semestre 2008, la présidence de l'Union européenne.

EUROBAROMETRE 68.1

SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 22 septembre et le 3 novembre 2007, TNS Opinion & Social, un consortium créé entre Taylor Nelson Sofres et EOS Gallup Europe, a réalisé la vague 68.1 de l'EUROBAROMETRE à la demande de la COMMISSION EUROPEENNE, direction générale de la communication, unité « Recherche et analyse politique ».

L'EUROBAROMETRE 68.1 couvre la population de 15 ans et plus - ayant la nationalité d'un des Pays membres de l'Union européenne - et résidant dans un des pays Membres de l'Union européenne. L'EUROBAROMETRE 68.1 a été conduit également dans les deux pays candidats (la Croatie et la Turquie), en Communauté Turque Chypriote et dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine. Dans ces pays, l'étude a couvert la population nationale et les citoyens de tous les Etats membres résidant dans ces pays et ayant une maîtrise de la langue nationale suffisante pour répondre au questionnaire. Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats participant à cette étude est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des pays participant à l'étude, selon les EUROSTAT-NUTS II (ou équivalent) et selon la distribution de la population habitant dans le pays en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont ensuite été sélectionnées par une procédure de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement (suivant la règle du "plus proche anniversaire"). Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée. En ce qui concerne la technique de collecte de données, le système CAPI (*Computer Assisted Personal Interview*) a été utilisé dans tous les pays où cela était possible.

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT ou provenant des Instituts nationaux de Statistique. Pour tous les pays couverts par l'étude, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays le sexe, l'âge, les régions et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes UE), TNS Opinion & Social recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT ou les instituts nationaux de Statistique. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci- dessous.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

Pourcentages observés	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
Limites de confiance	± 1,9 points	± 2,5 points	± 2,7 points	± 3,0 points	± 3,1 points

ABREVIATIONS	PAYS	INSTITUTS	N° ENQUETES	DATES TERRAIN		POPULATION 15+
BE	Belgique	TNS Dimarso	1.022	25/09/2007	21/10/2007	8.650.994
BG	Bulgarie	TNS BBSS	977	25/09/2007	10/10/2007	6.671.699
CZ	Rép. Tchèque	TNS Aisa	1.106	24/09/2007	15/10/2007	8.571.710
DK	Danemark	TNS Gallup DK	999	30/09/2007	03/11/2007	4.411.580
DE	Allemagne	TNS Infratest	1.509	24/09/2007	17/10/2007	64.361.608
EE	Estonie	Emor	1.012	27/09/2007	22/10/2007	887.094
EL	Grèce	TNS ICAP	1.000	24/09/2007	17/10/2007	8.693.566
ES	Espagne	TNS Demoscopia	1.000	25/09/2007	21/10/2007	37.024.972
FR	France	TNS Sofres	1.036	22/09/2007	20/10/2007	44.010.619
IE	Irlande	TNS MRBI	1.007	24/09/2007	21/10/2007	3.089.775
IT	Italie	TNS Abacus	1.045	26/09/2007	17/10/2007	48.892.559
CY	Rép. de Chypre	Synovate	500	24/09/2007	22/10/2007	596.752
CY(tcc)	Com. turque chypriote	KADEM	500	25/09/2007	16/10/2007	157.101
LV	Lettonie	TNS Latvia	1.006	25/09/2007	22/10/2007	1.418.596
LT	Lituanie	TNS Gallup Lithuania	1.016	24/09/2007	15/10/2007	2.803.661
LU	Luxembourg	TNS ILReS	502	24/09/2007	22/10/2007	374.097
HU	Hongrie	TNS Hungary	1.000	27/09/2007	24/10/2007	8.503.379
MT	Malte	MISCO	500	24/09/2007	18/10/2007	321.114
NL	Pays-Bas	TNS NIPO	1.005	24/09/2007	22/10/2007	13.030.000
AT	Autriche	Österreichisches Gallup-Institut	1.015	24/09/2007	15/10/2007	6.848.736
PL	Pologne	TNS OBOP	1.000	26/09/2007	17/10/2007	31.967.880
PT	Portugal	TNS EUROTESTE	1.000	24/09/2007	21/10/2007	8.080.915
RO	Roumanie	TNS CSOP	1.000	24/09/2007	18/10/2007	18.173.179
SI	Slovénie	RM PLUS	1.009	25/09/2007	21/10/2007	1.720.137
SK	Slovaquie	TNS AISA SK	1.126	26/09/2007	11/10/2007	4.316.438
FI	Finlande	TNS Gallup Oy	1.033	23/09/2007	21/10/2007	4.348.676
SE	Suède	TNS GALLUP	1.003	28/09/2007	21/10/2007	7.486.976
UK	Royaume-Uni	TNS UK	1.340	24/09/2007	21/10/2007	47.685.578
HR	Croatie	Puls	1.000	25/09/2007	21/10/2007	3.722.800
TR	Turquie	TNS PIAR	1.004	24/09/2007	21/10/2007	47.583.830
AM	Anc. Rép. yougoslave de Macédoine	TNS Brima	1.009	22/09/2007	03/10/2007	1.596.267
TOTAL			30.281	22/09/2007	03/11/2007	446.002.288